

# **COGELEC**

Société anonyme

370 rue de Maunit

85.290 Mortagne sur Sèvre

---

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2021

ACCIOR - A.R.C

53, rue Benjamin Franklin

85 016 La Roche-sur-Yon Cedex

S.A.S au capital de 40 000 €

343 156 766 RCS La Roche-sur-Yon

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la  
Compagnie Régionale Ouest Atlantique

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la  
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

## COGELEC

Société anonyme

370 rue de Maunit

85.290 Mortagne sur Sèvre

---

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

---

A l'assemblée générale de la société COGELEC

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société COGELEC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### **Evaluation et dépréciation des immobilisations incorporelles issues de développement**

Les immobilisations incorporelles issues de développement, dont les principes de comptabilisation sont décrits dans la note « 6.4.8 Immobilisations incorporelles », figurent au bilan au 31 décembre 2021 pour un

montant net de 6 164 K€, et ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les modalités décrites dans les notes « 6.4.10 Suivi de la valeur des actifs non courants (hors actifs financiers) » et « 6.6.1 Dépréciation des actifs non financiers » de l'annexe.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation fondés sur les prévisions de flux de trésorerie, et contrôlé la cohérence des hypothèses utilisées avec les données prévisionnelles issues de plans stratégiques établis sous le contrôle de la direction du groupe. Nous avons également vérifié que les notes de l'annexe des comptes consolidés donnent une information appropriée.

### **Comptabilisation des produits**

Les notes « 6.4.18 Reconnaissance des produits » et « 6.8.1 Chiffre d'affaires » de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du Chiffre d'affaires.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe des comptes consolidés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet

de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

La Roche sur Yon et Saint-Herblain, le 27 avril 2022

Les commissaires aux comptes

ACCIOR - A.R.C

Deloitte & Associés

A handwritten signature in black ink that reads "Guillaume Radigue". The signature is written in a cursive style with a large initial 'G'.

Sébastien Caillaud

Guillaume RADIGUE

## SOMMAIRE

1.	Bilan	3
2.	Compte de résultat	5
3.	Eléments du résultat global	6
4.	Tableau des flux de trésorerie	7
5.	Tableau de variation des capitaux propres	8
6.	Annexe aux comptes IFRS	9
6.1.	Présentation du Groupe et des évènements importants	9
6.1.1.	Information relative à la Société et à son activité	9
6.1.2.	Evènements marquants au cours de l'exercice 2021	10
6.2.	Appréciation des facteurs de risque	12
6.3.	Evènements postérieurs à la clôture 2021	13
6.4.	Principes, règles et méthodes comptables	14
6.4.1.	Déclaration de conformité	14
6.4.2.	Principe de préparation des états financiers	14
6.4.3.	Continuité d'exploitation	14
6.4.4.	Méthodes comptables	14
6.4.5.	Méthode de consolidation	15
6.4.6.	Utilisation de jugements et d'estimations affectant les actifs et les passifs	16
6.4.7.	Ventilation des actifs et des passifs en courant/non courant	16
6.4.8.	Immobilisations incorporelles	17
6.4.9.	Immobilisations corporelles	18
6.4.10.	Suivi de la valeur des actifs non courants (hors actifs financiers)	19
6.4.11.	Stocks	20
6.4.12.	Créances clients et autres créances	20
6.4.13.	Les actifs et passifs financiers	21
6.4.14.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	21
6.4.15.	Avantages du personnel	22
6.4.16.	Provisions et passifs éventuels	23
6.4.17.	Impôts	24
6.4.18.	Reconnaissance des produits	25
6.4.19.	Subventions	28
6.4.20.	Contrats de location	29
6.4.21.	Endettement financier net	30
6.4.22.	Conversion des opérations en devise	30
6.4.23.	Informations sectorielles	30
6.4.24.	Capitaux propres	31
6.4.25.	Présentation du compte de résultat	31
6.4.26.	Modalités de calcul du résultat net par action	32
6.5.	Périmètre de consolidation	33
6.6.	Dépréciation des actifs	34
6.6.1.	Dépréciation des actifs non financiers	34
6.6.2.	Dépréciation des actifs financiers	34
6.7.	Bilan	35
6.7.1.	Immobilisations incorporelles	35

6.7.2.	Immobilisations corporelles _____	38
6.7.3.	Autres actifs financiers _____	41
6.7.4.	Autres actifs non courants _____	41
6.7.5.	Impôts différés _____	42
6.7.6.	Stocks et en cours _____	44
6.7.7.	Créances clients et autres créances courantes _____	45
6.7.8.	Trésorerie et équivalents trésorerie _____	46
6.7.9.	Capital _____	47
6.7.10.	Passifs financiers _____	48
6.7.11.	Analyse de l'endettement financier net _____	50
6.7.12.	Provision pour engagement de retraite _____	51
6.7.13.	Autres provisions _____	52
6.7.14.	Actifs et Passifs éventuels _____	52
6.7.15.	Dettes fournisseurs et autres dettes _____	53
<b>6.8.</b>	<b>Compte de résultat _____</b>	<b>55</b>
6.8.1.	Chiffre d'affaires _____	55
6.8.2.	Achats consommés _____	56
6.8.3.	Charges de personnel et effectif _____	57
6.8.4.	Charges externes _____	58
6.8.5.	Détail des autres produits et charges opérationnels courants _____	59
6.8.6.	Détail des autres produits et charges opérationnels _____	59
6.8.7.	Coût de l'endettement net _____	60
<b>6.9.</b>	<b>Tableau des flux de trésorerie _____</b>	<b>61</b>
<b>6.10.</b>	<b>Autres informations _____</b>	<b>63</b>
6.10.1.	Impôts _____	63
6.10.2.	Parties liées _____	65
6.10.3.	Rémunérations des principaux dirigeants _____	66
6.10.4.	Honoraires des commissaires aux comptes _____	67
6.10.5.	Indicateurs opérationnels de performance _____	69
<b>6.11.</b>	<b>Risques portés par les instruments financiers _____</b>	<b>70</b>
6.11.1.	Analyse des covenants _____	70
6.11.2.	Echéancier des actifs et passifs financiers _____	70
6.11.3.	Juste valeur des actifs et passifs financiers _____	74
6.11.4.	Engagements hors bilan par échéance _____	75
6.11.5.	Secteurs opérationnels _____	77



## 1. Bilan

### ACTIF (en milliers d'euros)

A C T I F	Notes	31/12/2021	31/12/2020 *
Immobilisations incorporelles	6.7.1	6 857	7 649
Immobilisations corporelles	6.7.2	11 794	9 569
Autres actifs financiers	6.7.3	550	454
Autres actifs non courants	6.7.4	5 804	4 663
Actifs d'impôts non courants	6.7.5		
<b>Total actif non courant</b>		<b>25 006</b>	<b>22 334</b>
Stocks et en-cours	6.7.6	15 293	13 218
Créances clients et comptes rattachés	6.7.7	11 904	11 310
Autres actifs courants	6.7.7	3 104	2 855
Actifs d'impôts courants	6.10.1	147	66
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.7.8	18 779	12 056
<b>Total actif courant</b>		<b>49 226</b>	<b>39 505</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>74 232</b>	<b>61 840</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers IFRS.

**PASSIF** (en milliers d'euros)

P A S S I F	Notes	31/12/2021	31/12/2020 *
Capital social	6.7.9 et 5	4 004	4 004
Primes d'émission	5	18 551	18 551
Autres éléments du résultat global	5	-327	189
Réserves consolidées part du groupe	5	-12 167	-8 277
Résultat consolidé part du groupe	5	-3 280	-4 020
<b>Capitaux propres part du groupe</b>	<b>5</b>	<b>6 782</b>	<b>10 447</b>
Réserves consolidées part des minoritaires	5		
Résultat consolidé part des minoritaires	5		
<b>Capitaux propres part des minoritaires</b>	<b>5</b>		
<b>Total capitaux propres</b>		<b>6 782</b>	<b>10 447</b>
Emprunts et dettes financières	6.7.10	20 607	10 642
Provisions pour engagements de retraite	6.7.12	690	766
Autres provisions à long terme	6.7.13	1 830	937
Autres passifs non courants	6.7.15	26 007	22 143
Passifs d'impôts non courants	6.7.5	343	145
<b>Total passif non courant</b>		<b>49 477</b>	<b>34 633</b>
Emprunts et dettes financières	6.7.10	3 834	3 942
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6.7.15	5 412	4 287
Autres passifs courants	6.7.15	8 727	8 530
Passifs d'impôts courant	6.10.1		
<b>Total passif courant</b>		<b>17 973</b>	<b>16 759</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>74 232</b>	<b>61 840</b>

\* Les montants 2020 ont été retraités suite à l'application de la décision de l'IFRS IC sur l'allocation des avantages du personnel aux périodes de service.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers IFRS.

## 2. Compte de résultat

en milliers d'euros

	Notes	31/12/2021	31/12/2020
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>6.8.1</b>	<b>51 549</b>	<b>40 431</b>
Autres produits de l'activité		5	5
Achats consommés	<b>6.8.2</b>	-19 278	-15 173
Charges de personnel	<b>6.8.3</b>	-18 060	-16 030
Charges externes	<b>6.8.4</b>	-8 977	-8 170
Impôts et taxes		-541	-652
Dotations / Reprises amortissements	<b>6.7.1 et 6.7.2</b>	-4 157	-3 955
Dotations / Reprises provisions et dépréciations		232	-262
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		1 327	1 142
Autres produits et charges opérationnels courants	<b>6.8.5</b>	236	692
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>2 335</b>	<b>-1 972</b>
Autres produits et charges opérationnels	<b>6.8.6</b>	-4 904	-594
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>6.4.25</b>	<b>-2 569</b>	<b>-2 566</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		22	20
Coût de l'endettement financier brut		-224	-175
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>6.4.25 et 6.8.7</b>	<b>-203</b>	<b>-155</b>
Autres produits et charges financiers	<b>6.8.7</b>	416	-196
Charges d'impôt	<b>6.10.1</b>	-923	-1 104
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence			
<b>RESULTAT NET D'IMPÔT DES ACTIVITES MAINTENUES</b>		<b>-3 280</b>	<b>-4 020</b>
Résultat des activités non maintenues			
Charge d'impôt relative aux activités non maintenues			
<b>Résultat net des activités non maintenues</b>			
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>-3 280</b>	<b>-4 020</b>
Part du groupe		-3 280	-4 020
Part des minoritaires			
<b>RESULTAT NET DE BASE PAR ACTION</b>	<b>6.4.26</b>	- 0,3862	- 0,4671
<b>RESULTAT NET DILUE PAR ACTION</b>	<b>6.4.26</b>	- 0,3862	- 0,4671

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers IFRS.

### 3. Eléments du résultat global

en milliers d'euros

	31/12/2021	31/12/2020
<b>RESULTAT DE LA PERIODE</b>	<b>-3 280</b>	<b>-4 020</b>
<b>Eléments recyclables en compte de résultat</b>		
Ecarts de conversion	-389	222
Impôts sur éléments comptabilisés directement en capitaux propres		
<b>Eléments non recyclables en compte de résultat</b>		
Impôts sur éléments comptabilisés directement en capitaux propres	-22	11
Ecarts actuariels	84	-44
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		
<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>	<b>-327</b>	<b>189</b>
<b>RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>	<b>-3 606</b>	<b>-3 832</b>
Part du groupe	-3 606	-3 832
Part des minoritaires		

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers IFRS.

## 4. Tableau des flux de trésorerie

en milliers d'euros

	Notes	31/12/2021	31/12/2020
<b><u>FLUX DE TRESORERIE LIE A L'ACTIVITE</u></b>			
Résultat net des activités poursuivies	2	-3 280	-4 020
Dotations nettes aux amortissements et provisions	6.7.1-2-3-7-12-13	5 104	4 124
Reprises de subventions	6.8.5	-579	-717
Part des produits constatés d'avance repris au résultat	6.7.15	-2 850	-2 272
Plus et moins-values de cessions	6.9.1	1 531	646
Ecart de change sur réciprocity		-417	220
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>-491</b>	<b>-2 019</b>
Coût de l'endettement financier net	6.8.7	203	155
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	6.9.2	747	799
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>459</b>	<b>-1 065</b>
<b>Impôts versés</b>	6.9.3	<b>-647</b>	<b>-2 335</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :</b>			
- Autres actifs non courants	6.7.4	-1 139	-554
- Stocks	6.9.4	-2 049	-2 697
- Clients	6.9.5	-573	-1 512
- Autres actifs courants (hors prêts et cautions)	6.9.6	-234	-701
- Autres passifs non courants	6.9.7	3 864	2 733
- Fournisseurs	6.9.8	1 350	1 239
- Autres passifs courants	6.9.9	3 588	4 320
- Activités non maintenues			
	<b>Total</b>	<b>4 808</b>	<b>2 827</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>4 620</b>	<b>-574</b>
<b><u>FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u></b>			
Acquisitions d'immobilisations	6.9.10	-4 789	-4 261
Cessions d'immobilisations	6.9.11	12	32
Variation des prêts et avances consenties	6.9.12	-99	-156
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-4 876</b>	<b>-4 385</b>
<b><u>FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u></b>			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	5		
Dividendes versés aux minoritaires	5		
Augmentation de capital en numéraire	5		
Actions propres	5	-64	-1 595
Emissions d'emprunts	6.9.13	11 228	4 999
Remboursements d'emprunts	6.9.14	-4 041	-3 578
Coût de l'endettement financier net	6.8.7	-203	-155
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>6 920</b>	<b>-330</b>
<b><u>Incidence de la variation des cours de devises</u></b>			
<b><u>VARIATION DE LA TRESORERIE</u></b>		<b>6 664</b>	<b>-5 288</b>
Trésorerie d'ouverture		12 056	17 371
Trésorerie de clôture	6.7.8	18 763	12 056
Variation des écarts de conversion		-43	27
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>6 664</b>	<b>-5 288</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers IFRS.

## 5. Tableau de variation des capitaux propres

en milliers d'euros

	Capital social	Primes	Autres éléments du résultat global	Réserves	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres	Intérêts minoritaires	Capitaux propres groupe
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>4 004</b>	<b>18 551</b>	<b>-159</b>	<b>-3 681</b>	<b>-2 862</b>	<b>15 853</b>	<b>0</b>	<b>15 853</b>
<b>Mouvements :</b>								
Affectation résultat N-1			159	-3 022	2 862			
Actions propres				-1 595		-1 595		-1 595
Ecart actuariels			-33			-33		-33
Ecart de change			222			222		222
Résultat consolidé					-4 020	-4 020		-4 020
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>4 004</b>	<b>18 551</b>	<b>189</b>	<b>-8 298</b>	<b>-4 020</b>	<b>10 426</b>	<b>0</b>	<b>10 426</b>
Impact changement de méthode IAS 19				21		21		21
<b>Au 31 décembre 2020 après changement méthode</b>	<b>4 004</b>	<b>18 551</b>	<b>189</b>	<b>-8 277</b>	<b>-4 020</b>	<b>10 447</b>	<b>0</b>	<b>10 447</b>
<b>Mouvements :</b>								
Affectation résultat N-1			-189	-3 832	4 020			
Actions propres				-59		-59		-59
Ecart actuariels			62			62		62
Ecart de change			-389			-389		-389
Résultat consolidé					-3 280	-3 280		-3 280
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>4 004</b>	<b>18 551</b>	<b>-327</b>	<b>-12 167</b>	<b>-3 280</b>	<b>6 782</b>	<b>0</b>	<b>6 782</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers IFRS.

L'augmentation de capital du 13 juin 2018, liée à l'introduction en Bourse de la société, a généré une prime d'émission d'un montant de 20 110 K€, sur laquelle sont venus s'imputer les frais d'IPO nets d'IS pour un montant de 1 558 K€.

Les actions propres sont retraitées conformément à la note 6.7.9.

## 6. Annexe aux comptes IFRS

Les informations ci-après constituent l'annexe des comptes IFRS faisant partie intégrante des états financiers présentés pour les exercices clos le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020. Chacun de ces exercices a une durée de douze mois couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

Dans l'ensemble des états financiers et annexes, les montants sont indiqués en milliers d'Euros (K€), sauf indication contraire, et les différences de  $\pm 1$  K€ sont dues aux arrondis.

### 6.1. Présentation du Groupe et des événements importants

#### 6.1.1. Information relative à la Société et à son activité

La société COGELEC est une Société Anonyme (SA). Les comptes IFRS comprennent la société mère COGELEC et ses filiales.

Adresse du siège social : 370 rue Maunit, Mortagne-sur-Sèvre (85290), France.

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : 433 034 782

COGELEC est un fabricant français d'interphones téléphoniques et de solutions de contrôle d'accès dans l'habitat collectif et individuel. La société est organisée de façon à apporter la meilleure offre globale à ses clients et à développer de nouveaux produits, en investissant dans la recherche-développement.

La Société COGELEC et ses filiales est ci-après dénommée la « Société » ou le « Groupe ».

Dans le cadre de son développement à l'export, le 4 décembre 2017, la société COGELEC a souscrit au capital de la société INTRATONE GmbH. Son siège est à Düsseldorf et la société a été immatriculée le 28 décembre 2017. Le 12 février 2018, la société COGELEC a souscrit au capital de la société INTRATONE UK Limited dont le siège est à Londres. Le 29 octobre 2018, la société COGELEC a souscrit au capital de la société INTRATONE BV dont le siège est à Amsterdam. Ces sociétés ont été créées dans le but de faciliter la commercialisation des produits INTRATONE à l'international. Elles sont pour le moment en phase de lancement et ont généré 5.7 M€ de pertes sur 2021 ainsi réparties :

- INTRATONE GMBH : - 3.5 M€
- INTRATONE UK : - 1.3 M€
- INTRATONE BV : - 0.9 M€

La filiale allemande INTRATONE GmbH a recours à l'exemption concernant la publication de ses comptes annuels 2021 comme prévu à l'article 37 de la Directive Comptable Unique n° 2013/34/EU qui a été transposée en Allemagne en 2015.

### 6.1.2. Evènements marquants au cours de l'exercice 2021

Il est rappelé qu'en 2020, la performance du Groupe Cogelec avait été impactée par la crise mondiale et par le confinement national décrété sur la période de mars à mai 2020. Cette crise avait eu pour effet de freiner la croissance de 2020. Cogelec avait mesuré les impacts sur les principaux agrégats des comptes sociaux de Cogelec en comparant les ventes de matériel sur la période de mars à mai 2020 à la même période sur 2019.

Il en était ressorti que le chiffre d'affaires de l'année 2020 de Cogelec SA avait été impacté pour environ -2,9 M€ et la marge directe associée de -1.6 M€.

En raison de la crise sanitaire liée à la propagation de la Covid-19 encore très critique en début d'année 2021, la Société a souscrit en avril 2021 un contrat de prêt garanti par l'État (PGE) à hauteur de neuf millions d'euros afin de maintenir son niveau de trésorerie. Par ailleurs, le Groupe n'avait pas sollicité de report de ses échéances sociales et fiscales et de crédit.

Il est à noter que certains pays d'Europe, en particulier l'Allemagne et le Royaume-Uni, ont été plus largement impactés par les différents confinements sur le début de l'exercice 2021.

Dans son communiqué du 22 juillet 2021, le Groupe a annoncé la réalisation effective de l'entrée de RAISE Investissement au capital de S.R.C, structure de contrôle de Cogelec, en tant que partenaire financier minoritaire.

RAISE Investissement détient désormais 35% du capital et des droits de vote de Cogelec Développement, laquelle détient l'intégralité du capital de S.R.C.

L'entrée de RAISE Investissement au capital du Groupe Cogelec s'inscrit dans une dynamique de partenariat avec les dirigeants du Groupe Cogelec pour soutenir activement sur le long terme ses perspectives de développement en France et à l'international.

À la suite du lancement de Kibolt sur le second trimestre de l'exercice 2021, de premières expériences clients ont démontré tout le potentiel du produit en même temps qu'une nécessité d'ajuster certaines fonctionnalités. Gérée via une application, la clé intelligente universelle Kibolt permet un accès sécurisé à toutes les portes équipées. Pour assurer les nouveaux développements du produit, préserver la base clients et capitaliser sur le large potentiel de marché, le Groupe a décidé en septembre 2021 de suspendre la commercialisation de l'actuelle génération Kibolt. La nouvelle génération de Kibolt devrait être disponible au plus tard en septembre 2022.

Au 31 décembre 2021, le groupe a constaté dans ses comptes sociaux et consolidés une perte nette de 3,542 M€ liée à l'arrêt de la version 1 de la clé Kibolt qui s'explique par la mise au rebut des stocks à hauteur de 2,07 M€, par la sortie des éléments d'actifs incorporels correspondant aux frais de développement de la version 1 pour 0,955 M€ diminué d'une reprise d'amortissement de 0,169 M€ et par la mise au rebut de machines et de moules dédiés à la version 1 pour 0,542 M€. La majeure partie de ces coûts a été comptabilisée en « Autres produits et charges opérationnels non courant ».

Afin de financer le développement commercial de ses filiales, la société Cogelec a consenti une avance de 5,5 M€ au titre de 2021 soit un montant cumulé de 22,6 M€ au 31 décembre 2021.



### *Synthèse et perspectives*

Le maintien d'une activité dynamique en France, le débouclage attendu sur les prochains trimestres de nombreuses décisions précédemment reportées en assemblées générales et la détermination des équipes commerciales en Europe rendent le Groupe confiant dans la réalisation d'un nouvel exercice de forte croissance en 2022.

Les difficultés techniques rencontrées sur la clé Kibolt sont désormais levées. Face aux attentes et l'engouement toujours très présent de la part notamment des clients bailleurs, COGELEC confirme le lancement commercial de la seconde génération du produit en septembre 2022.

La stratégie se confirme par l'accélération de la croissance au regard de l'exercice précédent, alors même que l'international ne représente qu'une part peu substantielle de chiffre d'affaires. La France porte la performance annuelle du Groupe grâce, en partie, à la commercialisation de nouveaux produits innovants tels que la platine à boutons.

La poursuite de la conquête des territoires des filiales du Groupe et la présence renforcée de la Société sur son marché d'origine offre au Groupe un fort potentiel de développement sur l'exercice à venir.

Le déploiement de solutions GSM, plus adaptée à un marché en recherche de performance d'ordre économique et surtout d'ordre écologique conforte la Société sur le choix stratégique de l'entreprise et sur les solutions d'offre globale GSM proposées par COGELEC pour l'avenir.

Conformément aux valeurs qui ont permis de développer le groupe COGELEC, le Groupe continuera d'élaborer et de créer des innovations qui accompagneront le monde du contrôle d'accès tout en veillant à préserver, chaque jour davantage, l'humain et l'environnement, qui sont une priorité.

## 6.2. Appréciation des facteurs de risque

COGELEC peut se trouver exposé à différentes natures de risques financiers : risque de marché, risque de crédit et risque de liquidité. Le cas échéant, COGELEC met en œuvre des moyens simples et proportionnés à sa taille pour minimiser les effets potentiellement défavorables de ces risques sur la performance financière. La politique de COGELEC est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation.

- **Risque de crédit**

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif, celui-ci est principalement concentré sur les créances clients. La valeur nette comptable des créances constatées reflète la juste valeur des flux nets à recevoir estimés par la Direction, en fonction des informations à la date de clôture.

En ce qui concerne les créances clients, la Société évalue régulièrement, en interne, le risque de crédit client et la situation financière de ses clients. Il est précisé que le poste clients se compose d'un très grand nombre de factures de petits montants répartis sur de nombreux tiers différents. Cette configuration tend à limiter le risque en question.

- **Risque de liquidité**

La trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe s'élèvent à 18 763 K€ au 31 décembre 2021.

La trésorerie disponible est placée essentiellement sur (i) des comptes bancaires et (ii) des comptes de placements à court terme (comptes à terme) très liquides et facilement convertibles à une échéance inférieure à 3 mois en un montant connu de trésorerie et dont la valeur est très faiblement exposée à des risques de variation.

La Société n'est pas exposée à un risque de liquidité résultant de la mise en œuvre éventuelle de clauses de remboursement anticipé d'emprunts bancaires.

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir sur un horizon de temps de 12 mois.

Un risque significatif en matière de liquidités serait que les clients concernés demandent en même temps la résiliation de leurs contrats d'abonnements prépayés et exigent le remboursement des sommes perçues d'avance par la Société (PCA). La probabilité d'occurrence de ce risque est cependant jugée faible par la Société.

- **Risque de change**

La stratégie du Groupe est de favoriser l'euro comme devise dans le cadre de la signature de ses contrats.

Le Groupe est exposé aux risques de change dans le cadre de ses achats de composants aux États-Unis et en Asie (achats effectués en dollars). Ces achats en devises s'élèvent à 10.5 M\$ en 2021 contre 6.6 M\$ en 2020.

Le Groupe n'a pas pris à ce stade de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de change. Il fait pour le moment tous ces achats en dollars en spot.

- **Risque de taux d'intérêt**

Au 31 décembre 2021, les dettes financières de la Société ne sont pas soumises au risque de volatilité de taux d'intérêt dans la mesure où la Société est endettée à taux fixes.

- **Risque de marché**

Les risques financiers de marché (risques sur actions propres) sont suivis par un prestataire externe. Pour le détail des opérations de l'exercice, voir note 6.7.9.

### **6.3. Evènements postérieurs à la clôture 2021**

La guerre en Ukraine déclarée fin février 2022 déstabilise l'économie mondiale et les marchés financiers. Le groupe n'exerce pas d'activité dans les pays concernés et n'est pas directement impacté à ce jour sans qu'il soit possible de chiffrer avec précision les incidences potentielles du fait de l'imprévisibilité de l'évolution de cette crise.

Le Groupe est très attentif à la situation et aux conséquences éventuelles sur ses activités en France et en Europe.

## 6.4. Principes, règles et méthodes comptables

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros sauf indication contraire. Des arrondis sont faits pour le calcul de certaines données financières et autres informations contenues dans ces comptes. En conséquence, les chiffres indiqués sous forme de totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres qui les précèdent.

### 6.4.1. Déclaration de conformité

La Société a établi ses comptes, arrêtés par le conseil d'administration le 26 avril 2022, conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Boards (IASB) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'établissement des états financiers, et présentés avec en comparatif, l'exercice 2020 établi selon le même référentiel.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)), comprend les normes comptables internationales (IAS – International Accounting Standards et IFRS – International Financial Reporting Standards), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (IFRIC - International Financial Interpretations Committee).

Les principes généraux, les méthodes comptables et options retenus par le Groupe sont décrits ci-après.

### 6.4.2. Principe de préparation des états financiers

Les comptes IFRS du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux dispositions édictées par les normes IFRS : les avantages du personnel évalués selon la méthode des unités de crédits projetés, les emprunts et dettes financières évalués selon la méthode du coût amorti (voir note 6.11.3).

### 6.4.3. Continuité d'exploitation

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu par le Conseil d'administration.

### 6.4.4. Méthodes comptables

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes IFRS annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2020, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire pour le Groupe au 1er janvier 2021.

### **Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2021**

- Amendements à IAS 39, IFRS 4, IFRS 7, IFRS 9 et IFRS 16 – Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2
- Amendements à IFRS 4 – Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9

Ces amendements de normes n'ont pas d'impact sur les états financiers du Groupe.

### **Normes, amendements de normes et interprétations publiés mais non appliqués de manière anticipée par le Groupe :**

- Amendements à IAS 16 – Produit antérieur à l'utilisation prévue
- Amendements à IAS 37 – Contrats déficitaires - Coûts d'exécution des contrats
- Amendements à IFRS 3 – Référence au cadre conceptuel
- Amendements à IFRS 16 – Allègements de loyers liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021
- IFRS 17 – Contrats d'assurance
- Amendements à IFRS 17 – Modification d'IFRS 17
- Améliorations annuelles (cycle 2018-2020) - Améliorations annuelles des normes IFRS cycle 2018-2020 (Normes concernées : IFRS 1, IFRS 9, IFRS 16 et IAS 41)

Ces amendements de normes n'ont pas d'impact sur les états financiers du Groupe.

#### **6.4.5. Méthode de consolidation**

Le Groupe applique les normes IFRS 10, « États financiers consolidés », IFRS 11, « Partenariats » et IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ».

La norme IFRS 10, qui traite de la comptabilisation des états financiers consolidés, présente un modèle unique de consolidation qui identifie le contrôle comme étant le critère à remplir pour consolider une entité. Un investisseur exerce le contrôle sur une entité détenue, s'il détient le pouvoir sur cette entité, s'il est exposé aux rendements variables de l'entité, ou s'il a des droits sur ces rendements variables en raison de son implication dans cette entité, et s'il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur le montant de ces rendements.

Les filiales sont les entités sur lesquelles le Groupe exerce le contrôle.

#### 6.4.6. Utilisation de jugements et d'estimations affectant les actifs et les passifs

La Direction de la société revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances. Celles-ci constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments de produits et de charges et d'actif et de passif. Ces estimations ont une incidence sur les montants de produits et de charges et sur les valeurs d'actifs et de passifs. Il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement être différents des estimations retenues.

Les principaux éléments qui requièrent des estimations établies à la date de clôture sur la base d'hypothèses d'évolution future et pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle de leur valeur telle qu'enregistrée au bilan à la date de clôture concernent :

- L'évaluation des immobilisations incorporelles liées aux développements (se référer aux notes 6.6.1 et 6.7.1)
- L'évaluation des stocks (se référer aux notes 6.4.11 et 6.7.6)
- L'évaluation des provisions pour engagement de retraites (se référer aux notes 6.4.15 et 6.7.12)
- Les provisions pour charges (se référer aux notes 6.4.16 et 6.7.13)
- Le crédit impôt recherche (se référer à la note 6.4.19).

#### 6.4.7. Ventilation des actifs et des passifs en courant/non courant

Conformément à la norme IAS 1, la Société présente ses actifs et passifs en distinguant les éléments courants et non courants :

- Les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée sont classés en courant.
- Les actifs immobilisés sont classés en non courant, à l'exception des actifs financiers qui sont ventilés en courant et non courant.
- Les provisions au passif entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée et la part à moins d'un an des autres provisions sont classées en courant. Les provisions ne répondant pas à ces critères sont classées en passifs non courants.
- Les dettes financières qui doivent être réglées dans les 12 mois après la date de clôture de l'exercice sont classées en courant. Inversement la part des dettes financières dont l'échéance est supérieure à 12 mois est classée en passif non courant.
- Les impôts différés sont présentés en totalité en actifs et passifs non courants.

#### 6.4.8. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de frais de développement et d'immobilisations en cours. Les immobilisations en cours sont constituées de dépenses réalisées pour des projets non encore activés.

Les frais de développement sont essentiellement des frais engagés pour développer des produits qui donnent lieu à un ou plusieurs brevets.

Les frais de développement sont ainsi immobilisés dans la mesure où les six critères définis par la norme IAS 38 sont respectés :

- Faisabilité technique en vue de la mise en service ou de la vente,
- Intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre,
- Capacité à l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques probables,
- Disponibilité des ressources pour achever le développement et utiliser ou vendre,
- Capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées aux différents projets.

Les frais de développement activés sont des frais directement affectables à un projet, tels qu'ils résultent du suivi des coûts par projet. La quote-part du crédit d'impôt recherche lié aux projets activés est retraitée en produits constatés d'avance.

La mise en œuvre de la norme IAS 23 Intérêts d'emprunts n'a pas conduit à inclure d'intérêts dans les coûts de développement.

La société analyse régulièrement le respect des critères d'activation. Ces frais sont maintenus à l'actif, tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux projets, et notamment lorsque la société conserve la propriété intellectuelle et a accordé un droit temporaire d'utilisation et/ou d'exploitation des résultats des phases de développement.

Les projets de développement en cours font l'objet de tests de dépréciation selon les modalités définies à la note 6.6.1.

Les frais activés sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue par la société, sur une durée de cinq ans, à compter du lancement de leur commercialisation.

Les immobilisations incorporelles sont aussi constituées de coûts d'obtention du contrat. Conformément à la norme IFRS 15, ces coûts liés à des contrats comprenant des prestations sur plusieurs exercices, sont capitalisés et amortis sur la durée de chaque contrat.

Enfin, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels et licences, amortis sur une durée comprise entre 1 et 5 ans. Les droits d'utilisation sont amortis sur la durée du contrat de location soit une durée allant de 2 à 4 ans.

#### 6.4.9. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles correspondent principalement aux terrains et constructions, aux installations et agencements générales, à des matériels et outillages, aux matériels de transport, de bureau et d'informatique, et au mobilier. Conformément à la norme IAS 16, elles sont évaluées au coût et amorties sur leur durée d'utilité estimée à l'acquisition et revue chaque année.

Des composants ont été identifiés pour l'ensemble immobilier. Chaque composant a été amorti sur une durée d'utilisation appropriée :

- |                             |        |
|-----------------------------|--------|
| - Gros œuvre :              | 35 ans |
| - Bardage :                 | 20 ans |
| - Installations générales : | 15 ans |
| - Agencements :             | 10 ans |

Pour les autres immobilisations corporelles, les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- |   |            |
|---|------------|
| - Installations générales et aménagements : | 2 à 10 ans |
| - Matériels et outillages :                 | 1 à 10 ans |
| - Matériels de transport :                  | 2 à 5 ans  |
| - Matériel de bureau :                      | 3 à 5 ans  |
| - Matériel informatique :                   | 2 à 5 ans  |
| - Mobilier :                                | 3 à 10 ans |

Concernant les droits d'utilisation, ils sont amortis sur la durée du contrat de location soit une durée allant de 2 à 7 ans.

Les plans d'amortissements et les valeurs résiduelles, si elles existent, sont revus chaque année.



#### 6.4.10. Suivi de la valeur des actifs non courants (hors actifs financiers)

La revue de l'évaluation des actifs non courants (actifs incorporels et actifs corporels) est effectuée chaque année, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances, internes ou externes, indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue.

La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité des actifs auxquels il est possible de rattacher des flux de trésorerie indépendants est déterminée selon les principes suivants :

- Les flux de trésorerie sont issus de résultats prévisionnels à 5 ans élaborés par la direction du groupe, associés à la détermination d'une valeur terminale (actualisation des flux de trésorerie à l'infini).
- Le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital.

Afin de déterminer la valeur d'usage, les actifs incorporels et corporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (U.G.T.) à laquelle ils appartiennent. La valeur recouvrable de l'U.G.T. est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (D.C.F.) selon les mêmes principes que ceux détaillés ci-dessus.

La valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à la valeur contributive au bilan consolidé de ses actifs immobilisés.

Les pertes de valeur sont constatées lorsqu'il apparaît que la valeur comptable d'un actif est notablement supérieure à sa valeur recouvrable.

#### 6.4.11. Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, sous déduction des frais de commercialisation.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks. Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

#### 6.4.12. Créances clients et autres créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations, le cas échéant. Le montant de la dépréciation est comptabilisé au compte de résultat. Elle est constituée dès lors qu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer tout ou partie de sa créance.

La Direction procède régulièrement à la revue et à l'évaluation de la valeur recouvrable des créances clients. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation ou une perte sur créance irrécouvrable est comptabilisée en résultat net. Cette évaluation du risque-crédit repose sur l'expérience passée en matière de recouvrement de créances et de défauts de paiement, le niveau d'antériorité des créances dont l'échéance est dépassée, ainsi que sur les conditions de paiements octroyées.

Les créances comprennent des créances liées à des contrats de location de matériels aux clients.

Les créances disposent d'une nature commerciale et à ce titre, le groupe a opté pour les mesures de simplifications applicables au calcul de la provision pour pertes attendues et préconisées par la norme IFRS 9.

L'ensemble des créances à plus d'un an sont présentées en autres actifs non courants.

### 6.4.13. Les actifs et passifs financiers

#### *Les actifs financiers*

Les actifs financiers comprennent des prêts, des parts bancaires et des dépôts et cautionnements.

Le Groupe applique les normes IAS 32, IFRS 9 et IFRS 7. La norme IFRS 9 définit deux catégories d'actifs financiers :

- les actifs financiers en juste valeur dont les variations sont comptabilisées soit au compte de résultat s'ils sont détenus à court terme, soit en capitaux propres s'ils correspondent à un investissement à long terme ;
- les actifs financiers comptabilisés au coût amorti tels que les prêts et créances.

En tout état de cause, la société COGELEC évalue au coût les actifs financiers déduction faite de toute perte de valeur éventuelle.

#### *Les passifs financiers*

Tous les emprunts ou dettes portant intérêts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque le groupe dispose d'un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum 12 mois après la date de clôture, auquel cas ces emprunts sont classés en passifs non courants. La fraction à moins d'un an des emprunts et des dettes financières est présentée en passif courant.

### 6.4.14. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont constitués de comptes bancaires et de comptes de placements à court terme (comptes à terme) très liquides et facilement convertibles sur une durée inférieure à 3 mois en un montant connu de trésorerie et dont la valeur est très faiblement exposée à des risques de variation.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte conformément à la norme IAS 7. La charge d'impôt est présentée globalement dans les flux opérationnels. Les intérêts financiers versés sont portés en flux de financement. Les dividendes versés sont classés en flux de financement.

#### 6.4.15. Avantages du personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19. Les obligations de la société COGELEC en matière de pension, complément de retraite et indemnité de départ à la retraite, sont celles qui sont imposées par les textes légaux applicables en France. La couverture des obligations en matière de pension et complément de retraite est complètement assurée par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure ; l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Il s'agit notamment des régimes de retraites publics français.

Il n'y a pas d'avantage au personnel concernant les sociétés étrangères.

#### *Avantages postérieurs à l'emploi*

Les indemnités de départ à la retraite sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Ces indemnités relèvent du régime des prestations définies. De ce fait, la méthode utilisée pour évaluer le montant de l'engagement de la société au regard des indemnités de fin de carrière est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées.

Elle représente la valeur actuelle probable des droits acquis, évalués en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de départ et de survie. La formule de l'engagement passé peut se décomposer en quatre termes principaux de la manière suivante :

Les principales hypothèses retenues pour cette estimation sont les suivantes :

Hypothèses	31/12/2021	31/12/2020
Référence taux d'actualisation	Taux IBOXX corporate AA + 10 ans	
Taux d'actualisation	0,87%	0,34%
Table de mortalité	INSEE 2014-2016	INSEE 2010-2012
Progression des salaires	4% dégressif	4% dégressif
Taux de turn-over	3,00%	2,44%
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

La nouvelle position adoptée par l'IFRIC en juin 2021 constitue un changement de méthode. L'IFRIC considère que, à partir du moment où, d'une part, aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et, d'autre part, les droits plafonnent après un certain nombre d'années d'ancienneté, ce serait les dernières années de carrière du salarié dans l'entreprise qui lui confèrent les droits au moment du départ. Comme il s'agit d'une application rétrospective, COGELEC a recalculé ses engagements au 31 décembre 2020 qui s'élèvent à 766 K€ contre 794 K€ dans les comptes consolidés publiés au 31 décembre 2020. Le différentiel, soit 21 K€ net d'impôt différé, impacte positivement les capitaux propres au 31 décembre 2020 qui passent donc de 10 426 K€ à 10 447 K€. Dans le même temps, les provisions pour engagements de retraite passent de 794 K€ à 766 K€ et les passifs d'impôts non courants de 137 K€ à 145 K€.

### *Autres avantages postérieurs à l'emploi*

Ces avantages reposent principalement sur le régime à cotisations définies (régime général). Dans le cadre de ce régime, la Société n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

### *Autres avantages à long terme*

La Société a mis en place un plan d'épargne entreprise. Les avantages à court terme incluent notamment l'accord de participation suivant la formule légale qui est calculée sur la base du résultat fiscal. Les médailles du travail sont négligeables. Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail sont provisionnées.

Il n'existe pas d'autres avantages à long terme accordés au sein du groupe.

## **6.4.16. Provisions et passifs éventuels**

Conformément à la norme IAS 37, une provision est constituée dès lors qu'une obligation à l'égard d'un tiers provoquera de manière certaine ou probable une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente. La provision est maintenue tant que l'échéance et le montant de la sortie de ressources ne sont pas fixés avec précision. Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Un passif éventuel est fondé sur une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise. Un passif éventuel est aussi une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car d'une part, il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et d'autre part, le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Conformément à la norme IAS 37, la société est amenée à constituer une provision pour « service après-vente » (SAV). Les coûts de SAV ont été provisionnés sur la base de la durée de garantie des produits, soit de 3 à 10 ans selon les produits. Les taux servant au calcul ont été déterminés sur la base des coûts observés sur les 5 dernières années et ont été rapportés au chiffre d'affaires de l'année de vente des produits concernés par les dépenses de SAV engagées. Les coûts engagés comprennent des coûts de main d'œuvre et des pièces détachées.

### 6.4.17. Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur base comptable dans les états financiers consolidés.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé. Les actifs d'impôt différés sont réappréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date de chaque clôture de manière définitive et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé pour chaque réglementation fiscale. Les taux d'impôt retenus sont les suivants :

	31/12/2021	31/12/2020
Taux France	25,825%	25,825%
Taux Allemagne	31,225%	31,225%
Taux Royaume-Uni	19,000%	19,000%
Taux Pays-Bas	15,000%	15,000%

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporelles, est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale et un même taux.

Ils sont présentés de manière compensée au bilan du Groupe et justifiés au moyen d'une preuve d'impôt (voir 6.10.1).

Dans le compte de résultat, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est incluse dans la ligne Charges d'impôt.

#### 6.4.18. Reconnaissance des produits

Les produits des activités ordinaires sont constatés lorsque le Groupe s'acquitte d'une obligation de prestation en transférant un bien ou un service promis à un client. Un actif est transféré lorsque le client obtient le contrôle de l'actif.

Les produits des activités de la société correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et services vendus dans le cadre habituel des activités de la société. Ces produits figurent nets de taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises et déduction faites des ventes intragroupes.

Les prestations de maintenance portent sur des durées supérieures à 12 mois. Ces prestations font ainsi l'objet d'une comptabilisation à l'avancement, de façon linéaire dans le temps puisque les coûts sont engagés sur cette périodicité.

Les ventes de matériels engendrent une comptabilisation du produit à la date de livraison. Il est considéré que c'est à cette date que le client a accepté les caractéristiques du bien livré. Une créance est comptabilisée lorsque les biens sont livrés, c'est-à-dire au moment où la contrepartie est inconditionnelle, car seul l'écoulement du temps suffit à rendre le paiement de la contrepartie exigible.

Il existe 2 types de produits :

1/ Les ventes de matériels immédiatement constatées en résultat.

Pour cette typologie de contrats, chaque livraison est considérée comme une obligation de prestation distincte dont la comptabilisation est effectuée à la date de la livraison.

Les contrats dont il est fait objet sont :

- Les contrats de ventes de matériels aux distributeurs.
- Les ventes de matériels associées aux offres Prépayées. Ces matériels correspondent à la platine, la centrale de gestion et au module de transmission de données.
- Les revenus liés aux contrats de location financement dans le cadre des contrats « offres globales » (voir commentaires détaillés au point i) ci-après).

2/ Les contrats de prestations de services.

Le chiffre d'affaires des Services est représenté par 3 grandes familles :

- a) **Les offres Prépayées** : l'ensemble du matériel accompagnant ces offres est vendu aux clients de COGELEC. Ces offres sont conclues soit dans le cadre de contrôle d'accès sans interphonie (offres dites prépayés data) soit dans le cadre d'un contrôle d'accès associé à de l'interphonie (offres prépayés voix). Ces offres sont facturées en une seule fois pour une durée de 10 ou 15 ans (parfois moins). Lorsque COGELEC vend des « kits prépayés », la société comptabilise séparément la vente de matériel à son prix de vente et la prestation de services qui s'y rattache.

Le chiffre d'affaires relatif à la part matériel est comptabilisé immédiatement en résultat, à la date de livraison.

La prestation de services comprend notamment les accès aux applications web de gestion développées par COGELEC, la maintenance de ces applications, la formation des gestionnaires...

Les prestations de services liées à ces offres sont comptabilisées à l'avancement de façon linéaire sur la durée du contrat, car les coûts sont stables d'un exercice à l'autre et ceci conformément à IFRS 15.

**b) Les offres d'abonnement :**

Ces offres comprennent :

- i) Des offres globales d'abonnement : elles recouvrent la location des matériels (platines, etc.) et la prestation de services. Ces offres globales sont avec engagement à durée déterminée ou indéterminée. La prestation de services comprend notamment la mise à disposition d'un module de transmission, la maintenance du matériel loué, ainsi que les accès aux applications web de gestion développées par COGELEC, la maintenance de ces applications, la formation des gestionnaires...

Le matériel loué est traité comme un contrat de location financement conformément à IFRS 16 (les paiements actualisés couvrant la juste valeur du bien loué). Ainsi un produit est comptabilisé en chiffres d'affaires matériel à la date de livraison pour un montant correspondant à la valeur actualisée des paiements futurs.

Les prestations de services liées à ces offres sont comptabilisées à l'avancement de façon linéaire sur la durée du contrat, car les coûts sont stables d'un exercice à l'autre et ceci conformément à IFRS 15.

- ii) Des offres d'abonnement classique : Depuis 2017, ces offres sont sans engagement et à durée indéterminée (Offre dite Classique). Le chiffre d'affaires relatif à la part matériel (platines, ...) est comptabilisé immédiatement en résultat, à la date de livraison.

La prestation de services comprend notamment la mise à disposition d'un module transmission, la maintenance du matériel loué, ainsi que les accès aux applications web de gestion développées par COGELEC, la maintenance de ces applications, la formation des gestionnaires...

Les prestations de services liées à ces offres sont comptabilisées à l'avancement de façon linéaire sur la durée du contrat, conformément à IFRS 15.

- iii) Des offres d'abonnement mixtes (offre Jumbo) :

Ces offres sont conclues pour une durée indéterminée sans période d'engagement. Une partie du matériel est vendue au client (platines...). Le chiffre d'affaires relatif à cette part matériel est comptabilisé immédiatement en résultat, à la date de livraison. Une autre partie notamment le Tableau d'affichage est mis à disposition du client et demeure la propriété de COGELEC.

La prestation de services comprend notamment la mise à disposition d'un module de transmission, la maintenance du matériel loué, ainsi que les accès aux applications web de gestion développées par COGELEC, la maintenance de ces applications, la formation des gestionnaires...

Les prestations de services (incluant la mise à disposition du tableau d'affichage) liées à ces offres sont comptabilisées de façon linéaire sur la durée du contrat conformément à l'IFRS 15 en cohérence avec les coûts supportés.

L'ensemble de ces offres d'abonnement constitue un business récurrent pour COGELEC. Les obligations non remplies au titre des offres à durée déterminée ou indéterminée avec un engagement de durée sont présentées dans le tableau ci-après. Les obligations de prestations qui restent à remplir correspondent aux services que le Groupe est tenu de fournir aux clients pendant la durée ferme restante du contrat.



Les offres à durée illimitée sans engagement ou à engagement échu constituent une part significative du portefeuille potentiel de COGELEC mais par définition, ne figurent pas dans les obligations non remplies mentionnées ci-dessus.

- c) Les **autres prestations** : elles comprennent des prestations de SAV par exemple, ou toutes autres prestations de services n'entrant pas dans le cadre des offres mentionnées ci-dessus.

Le chiffre d'affaires est explicité au point 6.8.1.

Les actifs sur contrats sont transférés en créances clients lorsque ce droit à paiement devient inconditionnel. Les passifs sur contrats sont relatifs aux paiements d'avance reçus des clients du Groupe, pour lesquels le chiffre d'affaires est comptabilisé lors de la réalisation de prestations de maintenance.

Les postes d'actifs et de passifs sur contrats sont expliqués aux points 6.7.4, 6.7.7 et 6.7.15.

Trois types de chiffres d'affaires seront constatés sur les prochains exercices :

- Les obligations non remplies au titre des offres à durée déterminée ou indéterminée avec un engagement de durée
- Le chiffre d'affaires déjà facturé et encaissé sur les contrats offres prépayées en portefeuille (actuellement en produits constatés d'avance)
- Le chiffre d'affaires à facturer et à encaisser en provenance des contrats sans engagement ou à engagement échu non résiliés à date.

Le tableau ci-dessous ne présente que le CA provenant des offres prépayées et des obligations non remplies des offres avec engagement

Types de contrats	Précisions	Note	TOTAL	2022	2023	2024	2025	2026	Au-delà
Contrats Offres Globales	CA restant à facturer sur prestations de services	6.4.18	2 955	943	713	555	438	274	33
Contrats Offres Prépayées	Produits Constatés d'Avance	6.7.15	27 747	2 753	2 758	2 715	2 670	2 593	14 258
<b>Total</b>			<b>30 703</b>	<b>3 695</b>	<b>3 471</b>	<b>3 270</b>	<b>3 108</b>	<b>2 867</b>	<b>14 291</b>

Pour l'établissement de ce tableau, il est retenu la durée résiduelle des contrats avec engagement, soit :

- ✓ Premium : 5 et 10 ans.
- ✓ Prépayés : 15 ans.

La société engage des coûts pour l'obtention de contrats, sous forme de commissions. Les commissions liées à la vente de matériels sont comptabilisées immédiatement en charges et les commissions liées aux prestations de service sont classées en actifs incorporels.

	31/12/2021	31/12/2020
Valeurs brutes	739	679
Amortissements	401	293
<b>Valeurs nettes</b>	<b>339</b>	<b>387</b>

Les commissions sont amorties sur une durée de 5 ou 10 ans, en conformité avec la durée des contrats auxquels elles se rapportent. Il n'y a pas lieu de déprécier ces actifs.

#### 6.4.19. Subventions

Les subventions publiques sont des aides publiques prenant la forme de transferts de ressources à une entité, en échange du fait que celle-ci s'est conformée ou se conformera à certaines conditions liées à ses activités opérationnelles. Selon la norme IAS 20, les subventions liées à des actifs sont des subventions publiques dont la condition principale est qu'une entité répondant aux conditions d'obtention doit acheter, construire ou acquérir par tout autre moyen des actifs à long terme.

Les subventions publiques sont comptabilisées en résultat sur une base systématique pour les périodes au titre desquelles l'entité comptabilise en charges les coûts que les subventions sont censées compenser. Ainsi, les subventions liées à des actifs, sont présentées au bilan en produits différés et amorti sur la même durée que l'immobilisation subventionnée.

La société bénéficie également de crédit impôt recherche et de crédit impôt à l'innovation. Ces sommes sont constatées en subvention dans le résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement liés à chaque projet.

Ces subventions sont enregistrées en produits différés.

#### 6.4.20. Contrats de location

Selon la norme IFRS 16, est considéré comme un contrat de location, tout contrat, donnant le droit d'utiliser un actif identifié pour une période de temps donnée en échange d'un paiement périodique.

##### *Preneur*

Pour le preneur, la norme IFRS 16 ne fait plus de distinction entre les contrats de location financement et les contrats de locations simples. Les contrats de location sont désormais reconnus à l'actif par la constatation d'un droit d'utilisation et au passif par une dette correspondant à la valeur actualisée des paiements futurs. Chaque paiement au titre des contrats est ventilé entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû. Le taux d'actualisation retenu correspond au taux de financement que les banques accorderaient pour chacun des contrats. Les taux oscillent entre 0.15% et 0.75% selon l'échéance des contrats et les sommes à financer.

Les droits d'utilisation des immobilisations incorporelles & corporelles sont amortis sur la durée du contrat de location.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un contrat de location financement sont amorties sur la durée d'utilité de l'actif.

Les coûts d'entrée et les durées d'amortissement sont explicités aux points 6.4.8 et 6.4.9.

Comme l'autorisent les textes, par mesure de simplification, le Groupe a fait le choix de ne pas retraiter les contrats qui ont une durée inférieure à 12 mois, ainsi que ceux qui ont une valeur inférieure à 5 000 \$.

##### *Bailleur*

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont présentés comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

La comptabilisation de produits financiers s'effectue sur la base d'un taux de rentabilité périodique constant sur l'en-cours d'investissement net du bailleur dans le contrat de location-financement.

#### 6.4.21. Endettement financier net

Les dettes financières long terme comportent d'une part les emprunts contractés auprès des établissements de crédit et d'autre part les emprunts comptabilisés en contrepartie de la reconnaissance à l'actif d'un droit d'utilisation dans le cadre de contrats de location. Ces dettes long terme sont classées en passifs non courants pour leur part à plus d'un an et sont valorisées au coût amorti à la clôture selon la méthode du taux d'intérêt effectif, avec un amortissement des frais d'émission, lorsque ces frais sont significatifs. Toutes ces dettes sont à taux fixe à la date de clôture.

Les dettes financières court terme comprennent la part à court terme des emprunts à long terme ainsi que les concours bancaires et autres dettes bancaires à court terme.

L'endettement financier net est composé des emprunts définis ci-dessus diminués des disponibilités et équivalents de trésorerie.

Le coût de l'endettement financier net regroupe les intérêts sur emprunts et autres dettes financières compensés par les revenus sur comptes à terme.

#### 6.4.22. Conversion des opérations en devise

Les éléments inclus dans les états financiers sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce son activité (« Monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en Euro qui est la monnaie de présentation de la société COGEELEC.

Selon IAS 21, les éléments monétaires des entités consolidées en monnaies étrangères sont convertis en utilisant le cours de clôture. Les éléments non monétaires sont évalués au coût historique en utilisant le cours de change en vigueur à la date à laquelle la transaction a été comptabilisée initialement. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de conversion résultant de ce traitement sont comptabilisés en résultat sauf ceux relatifs aux éléments non monétaires, qui sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

#### 6.4.23. Informations sectorielles

Le principal décideur opérationnel ne suit la performance qu'au niveau de l'ensemble du groupe ; l'application de la norme IFRS 8 a conduit la société à ne présenter qu'un seul secteur opérationnel.

#### 6.4.24. Capitaux propres

Les capitaux propres sont composés du capital social de la société mère, d'une prime d'émission, de réserves et du résultat. Les réserves et le résultat consolidés correspondent à la part revenant à la société dans les résultats consolidés accumulés nets des distributions de dividendes.

Les actions propres détenues sont imputées en déduction des capitaux propres consolidés ; aucun charge ou produit résultant de l'annulation n'affecte le compte de résultat.

Les intérêts minoritaires sont définis comme la part du résultat ou des actifs nets d'une filiale qui n'est pas détenue soit directement par la société COGELEC, soit indirectement par l'intermédiaire d'une autre filiale contrôlée par COGELEC.

#### 6.4.25. Présentation du compte de résultat

Le Groupe présente son compte de résultat par nature.

##### Coûts d'achats et sous-traitance

Le coût d'achats et sous-traitance est essentiellement constitué :

- des achats de composants, et autres produits nécessaires à la production des biens vendus ;
- de prestation des services des tiers pour la fabrication, l'assemblage et les tests des biens vendus ;
- des droits de douane, coûts de transports et autres taxes directement attribuables à ces achats ;

##### Marge brute

La marge brute est un indicateur défini par COGELEC comme le chiffre d'affaires augmenté des autres produits de l'activité, diminué des achats consommés, et corrigé de la production stockée.

L'indicateur est présenté à la note 6.10.5.

##### EBITDA

L'EBITDA (*Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation & Amortisation*) est un indicateur défini par COGELEC comme le résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs nettes des reprises.

L'indicateur est présenté à la note 6.10.5.

### Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents (résultat opérationnel courant) ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles (résultat opérationnel non courant).

L'indicateur est présenté à la note 2.

### Coût de l'endettement financier net

L'ensemble des charges et produits résultant de l'endettement financier net de la période (cf note 6.8.7), représente le coût du financement global de l'entreprise, hors coût de fonds propres.

#### 6.4.26. Modalités de calcul du résultat net par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation en cours de l'exercice ajusté de l'impact de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. La société ne dispose pas d'instruments dilutifs.

Au cours de l'exercice 2021, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est de :

	Nombre d'actions ordinaires	Actions propres	Nombre d'actions ordinaires hors actions propres
Au 31/12/2021	8 898 048	- 406 637	8 491 411

## 6.5. Périmètre de consolidation

Sauf mention expresse, les pourcentages des droits de votes sont identiques à la part détenue dans le capital.

### Périmètre 2021

Entités	Méthodes de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Siège social	Pays
COGELEC	IG	100,00%	100,00%	MORTAGNE SUR SEVRE	France
INTRATONE GMBH	IG	100,00%	100,00%	DÜSSELDORF	Allemagne
INTRATONE UK	IG	100,00%	100,00%	LONDRES	Royaume-Uni
INTRATONE BV	IG	100,00%	100,00%	AMSTERDAM	Pays-Bas

### Périmètre 2020

Entités	Méthodes de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Siège social	Pays
COGELEC	IG	100,00%	100,00%	MORTAGNE SUR SEVRE	France
INTRATONE GMBH	IG	100,00%	100,00%	DÜSSELDORF	Allemagne
INTRATONE UK	IG	100,00%	100,00%	LONDRES	Royaume-Uni
INTRATONE BV	IG	100,00%	100,00%	AMSTERDAM	Pays-Bas

## 6.6. Dépréciation des actifs

### 6.6.1. Dépréciation des actifs non financiers

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels à durée de vie définie dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable correspondant au montant le plus élevé entre leur valeur de marché diminuée des coûts de cession et leur valeur d'utilité estimée selon la méthode des DCF (actualisation des flux de trésorerie).

L'actualisation des flux est réalisée sur une durée limitée à 5 ans et le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital de l'entité concernée.

Le coût moyen pondéré du capital retenu pour 2021 est de 14%.

Les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par année et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié.

Pour les immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée d'utilisation est indéterminée, les tests de dépréciation sont réalisés au moins une fois par an à date fixe et entre deux dates s'il existe un indice de perte de valeur.

Les tests de dépréciation, effectués selon la méthodologie décrite ci-dessus, ont montré la nécessité de déprécier 156 K€ d'actifs incorporels et 21 K€ d'actifs corporels, dont 47 K€ impactent le résultat de l'exercice.

### 6.6.2. Dépréciation des actifs financiers

Le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indicateur objectif de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers



## 6.7. Bilan

### 6.7.1. Immobilisations incorporelles

#### Variation des immobilisations incorporelles brutes (en K€)

Valeurs brutes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>14 102</b>	<b>1 408</b>	<b>2 247</b>	<b>17 757</b>
Acquisitions	625	332	1 082	2 040
Cessions		-13	-618	-631
Virement de poste à poste	1 178	54	-1 232	
Variation de périmètre				
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>15 905</b>	<b>1 780</b>	<b>1 479</b>	<b>19 165</b>
Acquisitions	447	206	1 421	2 074
Cessions	-1 687	-20	-24	-1 731
Virement de poste à poste	382	-48	-334	
Variation de périmètre				
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>15 046</b>	<b>1 919</b>	<b>2 542</b>	<b>19 507</b>

#### Variation des amortissements des immobilisations incorporelles (en K€)

Amortissements	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>8 758</b>	<b>794</b>		<b>9 552</b>
Dotations	1 636	212		1 847
Reprises		-13		-13
Dépréciations	130			130
Virement de poste à poste				
Variation de périmètre				
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>10 523</b>	<b>992</b>		<b>11 516</b>
Dotations	1 571	290		1 861
Reprises	-732	-20		-752
Dépréciations	26			26
Virement de poste à poste	37	-37		
Variation de périmètre				
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>11 425</b>	<b>1 225</b>		<b>12 650</b>

*Variation des immobilisations incorporelles nettes (en K€)*

Valeurs nettes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2019	5 344	614	2 247	8 205
Au 31 décembre 2020	5 382	788	1 479	7 649
Au 31 décembre 2021	3 622	694	2 542	6 857

Les durées d'utilité retenues pour amortir les immobilisations incorporelles identifiables sont les suivantes :

- Logiciels 1 à 3 ans
- Frais de recherche et développement 5 ans

Suite aux difficultés techniques rencontrées en cours d'exercice sur le projet du canon électronique intégré, le groupe a mis au rebut 955 K€ de frais de développement.

Au 31 décembre 2021, les immobilisations incorporelles en cours concernent différents projets dont la mise en service est prévue dans les 2 ans à venir. Il s'agit notamment des projets Intracode Version Saillie sur la base d'une platine à boutons, Sonnette + Carillon et Kit Villa Lite dont les mises en service sont prévues courant 2022. Par ailleurs, les immobilisations incorporelles en cours intègrent le site web Kihome.

Au 31 décembre 2021, la Direction a réalisé des tests de valeur conformément à la norme IAS 36, qui l'ont conduit à identifier des pertes de valeur sur ses immobilisations incorporelles issues de développement pour un montant de 156 K€ dont 26 K€ de dépréciations affectent le résultat de l'exercice. Ainsi, le projet Bouton de sortie pour Personne à Mobilité Réduite est entièrement déprécié au 31 décembre 2021.

Les flux sur les immobilisations incorporelles comptabilisées conformément à IFRS 16 sont les suivants :

Valeurs brutes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>		<b>33</b>	<b>33</b>
Acquisitions		199	199
Cessions		-13	-13
Virement de poste à poste			
Variation de périmètre			
<b>Au 31 décembre 2020</b>		<b>219</b>	<b>219</b>
Acquisitions		70	70
Cessions		-20	-20
Virement de poste à poste			
Variation de périmètre			
<b>Au 31 décembre 2021</b>		<b>269</b>	<b>269</b>

Amortissements	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>		<b>19</b>	<b>19</b>
Dotations		29	29
Reprises		-13	-13
Virement de poste à poste			
Variation de périmètre			
<b>Au 31 décembre 2020</b>		<b>35</b>	<b>35</b>
Dotations		82	82
Reprises		-20	-20
Virement de poste à poste			
Variation de périmètre			
<b>Au 31 décembre 2021</b>		<b>97</b>	<b>97</b>

Valeurs nettes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>		<b>14</b>	<b>14</b>
<b>Au 31 décembre 2020</b>		<b>184</b>	<b>184</b>
<b>Au 31 décembre 2021</b>		<b>172</b>	<b>172</b>

## 6.7.2. Immobilisations corporelles

### Variation des immobilisations corporelles brutes (en K€)

Valeurs brutes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>213</b>	<b>4 574</b>	<b>4 988</b>	<b>3 208</b>	<b>257</b>	<b>13 240</b>
Acquisitions		523	712	694	1 652	3 580
Cessions				-215	-39	-254
Virement de poste à poste			340	0	-296	44
Variation de périmètre						
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>213</b>	<b>5 097</b>	<b>6 040</b>	<b>3 687</b>	<b>1 574</b>	<b>16 610</b>
Acquisitions		1 179	407	579	2 999	5 163
Cessions			-1 243	-350	-5	-1 598
Virement de poste à poste			850	29	-923	-44
Variation de périmètre						
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>213</b>	<b>6 276</b>	<b>6 054</b>	<b>3 944</b>	<b>3 645</b>	<b>20 132</b>

### Variation des amortissements des immobilisations corporelles (en K€)

Amortissements	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>		<b>1 055</b>	<b>2 746</b>	<b>1 281</b>		<b>5 082</b>
Dotations		475	833	800		2 108
Reprises				-193		-193
Virement de poste à poste			44	0		44
Variation de périmètre						
<b>Au 31 décembre 2020</b>		<b>1 530</b>	<b>3 624</b>	<b>1 887</b>		<b>7 041</b>
Dotations		527	941	828		2 297
Reprises			-685	-292		-978
Dépréciations			21			21
Virement de poste à poste				-44		-44
Variation de périmètre						
<b>Au 31 décembre 2021</b>		<b>2 057</b>	<b>3 901</b>	<b>2 379</b>		<b>8 337</b>

### Variation des immobilisations corporelles nettes (en K€)

Valeurs nettes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>213</b>	<b>3 519</b>	<b>2 241</b>	<b>1 928</b>	<b>257</b>	<b>8 157</b>
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>213</b>	<b>3 567</b>	<b>2 416</b>	<b>1 800</b>	<b>1 574</b>	<b>9 569</b>
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>213</b>	<b>4 218</b>	<b>2 153</b>	<b>1 565</b>	<b>3 645</b>	<b>11 794</b>

Au cours de l'exercice 2021, la Société a signé un nouveau bail commercial à Paris afin de créer un show-room, ce qui explique l'évolution du poste constructions. Par ailleurs, les travaux engagés dans le cadre de l'extension de l'usine basée à Mortagne-sur-Sèvre ont été financés par un organisme de crédit-bail pour 3.2 M€ dont 1 M€ avait été engagé sur l'exercice précédent par Cogelec SA. La mise en service de l'usine étant prévue pour le second trimestre 2022, les travaux apparaissent en immobilisations en cours au 31 décembre 2021.

Par ailleurs, au 31 décembre 2021, la Société a mis au rebut du matériel Kibolt pour un montant de 542 K€.

Enfin, en lien avec les tests de valeur réalisés par la Direction conformément à la norme IAS 36, les immobilisations corporelles se rapportant au projet Bouton de sortie pour Personne à Mobilité Réduite ont été dépréciées pour 21 K€.

Les flux sur les immobilisations corporelles comptabilisées conformément à IFRS 16 sont les suivants :

Valeurs brutes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>213</b>	<b>4 574</b>	<b>25</b>	<b>1 453</b>		<b>6 265</b>
Acquisitions		523		382		904
Cessions				-214		-214
Virement de poste à poste						
Variation de périmètre						
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>213</b>	<b>5 097</b>	<b>25</b>	<b>1 621</b>		<b>6 955</b>
Acquisitions		1 179		425	1 008	2 611
Cessions				-347		-347
Virement de poste à poste					2 225	2 225
Variation de périmètre						
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>213</b>	<b>6 276</b>	<b>25</b>	<b>1 698</b>	<b>3 233</b>	<b>11 444</b>

  

Amortissements	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>		<b>1 055</b>	<b>24</b>	<b>424</b>		<b>1 503</b>
Dotations		475	1	488		964
Reprises				-192		-192
Virement de poste à poste						
Variation de périmètre						
<b>Au 31 décembre 2020</b>		<b>1 530</b>	<b>25</b>	<b>719</b>		<b>2 275</b>
Dotations		527		533		1 060
Reprises				-292		-292
Virement de poste à poste						
Variation de périmètre						
<b>Au 31 décembre 2021</b>		<b>2 057</b>	<b>25</b>	<b>961</b>		<b>3 044</b>

  

Valeurs nettes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>213</b>	<b>3 519</b>	<b>1</b>	<b>1 030</b>		<b>4 762</b>
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>213</b>	<b>3 567</b>		<b>901</b>		<b>4 680</b>
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>213</b>	<b>4 218</b>		<b>737</b>	<b>3 233</b>	<b>8 400</b>

### 6.7.3. Autres actifs financiers

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Autres titres immobilisés <sup>(1)</sup>	200	200
Prêts <sup>(2)</sup>	38	40
Dépréciation des prêts <sup>(2)</sup>	-38	-38
Dépôts et cautionnements <sup>(3)</sup>	350	252
<b>TOTAL</b>	<b>550</b>	<b>454</b>

<sup>(1)</sup> Parts sociales bancaires

<sup>(2)</sup> Prêt DIAMO pour 38 K€

<sup>(3)</sup> Les dépôts et cautionnements correspondent à des sommes versées sur emprunts BPI et des garanties sur loyers.

Les nouveaux dépôts correspondent au dépôt de garantie versé pour le show-room à Paris.

### 6.7.4. Autres actifs non courants

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Clients > 1 an	3 459	3 284
Dépréciation des clients	-92	-380
Charges constatées d'avance > 1 an	2 437	1 759
<b>TOTAL</b>	<b>5 804</b>	<b>4 663</b>

#### *Détail des créances clients nettes de dépréciations*

	31/12/2021	31/12/2020
Créances douteuses	110	456
Dépréciation des créances douteuses	-92	-380
Créances clients sur contrats de location	3 349	2 828
<b>TOTAL</b>	<b>3 367</b>	<b>2 904</b>

Les créances douteuses sont dépréciées à 100%.

La baisse du poste est expliquée par le solde de clients douteux en créances irrécouvrables sur la base de certificats d'irrécouvrabilité reçus sur l'exercice.

#### *Charges constatées d'avance*

Concernant les charges constatées d'avance, elles correspondent aux cartes SIM achetées dans le cadre des contrats d'offre globale (note 6.4.18). Ces achats sont étalés sur la durée de l'engagement, correspondant aux forfaits d'abonnement.

### 6.7.5. Impôts différés

	31/12/2021		31/12/2020	
	Base	Impôt	Base	Impôt
<b>Décalages temporaires</b>				
Activation déficits	793	170	362	85
C3S	62	16	44	11
Participation des salariés			147	38
Amortissements fiscaux	-84	-16	-77	-15
Provision pour démantèlement	-29	-6	-28	-5
Pensions	5	1	3	0
<b>Retraitements</b>				
Ecart de change sur réciprocity au bilan			106	20
Ajustement intercos	-2	-1		
Echanges avancés non retournés	14	3	18	4
Crédits bails IFRS 16	-673	-174	-544	-141
Locations simples IFRS 16	73	17	6	1
Contrats de location	-2 506	-615	-1 866	-471
Cessions internes immo CG-IT	3	1	17	4
Marges internes stocks CG-IT UK	9	2	263	68
Marges internes cartes SIM	23	7	13	3
Cession interne matériel démo aux filiales	51	12	15	3
Provision garantie clients	109	28	61	16
Alignement méthodes amortissements	21	3	8	1
Commissions apporteurs d'affaires	113	29	129	33
Dépréciation actions propres				
Engagements retraite	690	178	766	198
<b>TOTAL</b>	<b>-1 327</b>	<b>-343</b>	<b>-560</b>	<b>-145</b>

La preuve d'impôt figure au point 6.10.1.

Les déficits non activés, depuis l'origine des filiales, sont les suivants :

Société	31/12/2021
IT BV	3 779
IT GMBH	11 850
IT UK	6 384
<b>Total</b>	<b>22 013</b>



Selon IAS 12, le tax planning au 31/12/2021 montre l'échéance des impôts différés passifs :

En milliers d'€	Part à moins d'1 an	Part à plus d'1 an et moins de 2 ans	Part à plus de 2 ans an et moins de 3 ans	Part à plus de 3 ans an et moins de 4 ans	Part à plus de 4 ans an et moins de 5 ans	Part à plus de 5 ans	TOTAL
Déficits	29	8	5	3	0	125	170
C3S	16						16
Amortissements fiscaux	-16						-16
Provision pour démantèlement	-6						-6
Pensions	1						1
Ajustement intercos	-1						-1
Echanges avancés non retournés	3						3
Crédits bails	32	34	37	42	47	-366	-174
Locations simples	3	4	3	2	3	2	17
Contrats de location	-203	-174	-136	-92	-32	23	-615
Cessions internes CG-IT	0	0	0	0	0		1
Marges internes stocks CG-IT UK	2						2
Marges internes cartes SIM	0	0	0	0	0	4	7
Cessions internes immo	3	4	3	2	1	-1	12
Provision garantie clients	4	3	4	4	3	10	28
Alignement méthodes amortisseme	-2	1	3	2	0		3
Commissions apporteurs d'affaires	7	8	6	5	2	1	29
Engagements retraite						178	178
<b>TOTAL</b>	<b>-126</b>	<b>-112</b>	<b>-74</b>	<b>-33</b>	<b>25</b>	<b>-24</b>	<b>-343</b>

## 6.7.6. Stocks et en cours

### *Variation des stocks et en-cours nets*

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Matières premières et autres approvisionnements	8 369	7 164
En-cours de production	4 290	4 417
Produits intermédiaires et finis	3 083	2 363
Provision pour dépréciation	-450	-726
<b>TOTAL</b>	<b>15 293</b>	<b>13 218</b>

Evolutions des provisions pour dépréciation	31/12/2021	31/12/2020
Valeur à l'ouverture	726	660
Augmentation	140	267
Diminution	-415	-201
<b>Valeur à la clôture</b>	<b>450</b>	<b>726</b>

Les matières premières et autres approvisionnements sont constitués de composants.

Les en-cours sont constitués de sous-ensembles (cartes électroniques, ...) destinés à être incorporés dans du matériel vendu ou incorporé dans des contrats.

Les produits finis comprennent des matériels (platines, télécommandes, modules, ...) qui sont vendus séparément ou qui sont incorporés dans une offre globale de contrats (matériels et prestations de services).

L'augmentation des stocks de matières premières s'explique d'une part, par l'augmentation des composants pour faire face à une éventuelle pénurie liée à la Covid-19 et d'autre part, par l'anticipation d'une hausse tarifaire.

L'augmentation du stock de produits finis est quant à elle justifiée par la volonté de satisfaire plus rapidement les demandes clients.

### 6.7.7. Créances clients et autres créances courantes

#### Créances

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Créances clients brutes	11 916	11 310
Provision pour dépréciation	-13	
<b>TOTAL</b>	<b>11 904</b>	<b>11 310</b>

Détail des créances clients nettes de dépréciations :

	31/12/2021	31/12/2020
Créances clients ordinaires	10 283	9 881
Dépréciation des créances clients ordinaires	-13	
Créances clients sur contrats de location	1 634	1 428
<b>TOTAL</b>	<b>11 904</b>	<b>11 310</b>

#### Autres actifs courants

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Prêts	2	3
Dépôts et cautionnements	5	1
Avances et acomptes versés	92	24
Créances sociales	66	44
Créances fiscales	1 533	1 413
Autres créances d'exploitation	510	534
Charges constatées d'avance	895	836
<b>TOTAL</b>	<b>3 104</b>	<b>2 855</b>

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale sous déduction des provisions calculées en fonction des possibilités effectives de recouvrement.

La hausse des créances fiscales est liée à la TVA déductible sur achats.

L'échéance des créances est présentée au tableau 6.11.2.

Les prêts sont détaillés comme suit :

Prêts	31/12/2021	31/12/2020
Prêts au personnel	2	3
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>3</b>

Les autres créances sont détaillées comme suit :

Autres créances	31/12/2021	31/12/2020
Créance liée aux CIR et CII	379	493
Fournisseurs débiteurs et AAR	132	41
Débiteurs divers		
<b>TOTAL</b>	<b>510</b>	<b>534</b>

En actifs courants figurent les montants obtenus chaque année au titre des CIR et CII. Le montant de 2020 a été remboursé par l'Etat ; celui de 2021 reste à encaisser sur 2022.

### *Echéancier des créances clients*

La ventilation des créances clients par échéance est la suivante :

A C T I F (en K€)	Valeur au bilan	Non échues	Echues		
			< 90j	>90j <6mois	> 6 mois
Créances clients (actifs non courants)	3 367	3 349			18
Créances clients (actifs courants)	11 904	8 965	2 799	43	96
<b>TOTAL</b>	<b>15 270</b>	<b>12 314</b>	<b>2 799</b>	<b>43</b>	<b>114</b>

### 6.7.8. Trésorerie et équivalents trésorerie

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Comptes à terme	6 950	5 500
Disponibilités	11 829	6 556
<b>Total trésorerie de clôture</b>	<b>18 779</b>	<b>12 056</b>
Découverts bancaires	-15	0
<b>Total trésorerie nette de clôture</b>	<b>18 763</b>	<b>12 056</b>

La trésorerie intègre des disponibilités et comptes à terme. Ces derniers sont classés en équivalents de trésorerie lorsqu'ils répondent à la définition de la trésorerie donnée par IAS 7. En conséquence, les comptes à terme dont le risque est négligeable et dont l'échéance de liquidité est faible, qui sont souscrits par la société COGELEC, sont classés en équivalents de trésorerie. Les comptes à terme peuvent être résiliés à tout moment.

## 6.7.9. Capital

### *Evolution du capital*

Au 31 décembre 2021, le capital social de COGELEC est constitué de 8 898 048 actions, dont l'évolution au cours de l'exercice a été la suivante :

	01/01/2021	Augmentation	Réduction	31/12/2021
Nombre d'actions	8 898 048			8 898 048
<i>dont actions ordinaires</i>	<i>3 550 963</i>			<i>3 550 963</i>
<i>dont actions à droit de vote double</i>	<i>5 347 085</i>			<i>5 347 085</i>
Nominal en €	0,45			0,45
<b>Capital en euros</b>	<b>4 004 122</b>			<b>4 004 122</b>

### *Information sur le capital*

Actionnariat de COGELEC

Détenteurs	Nombre d'actions	Pourcentages de détention
SAS H.R.C.	20	0,00%
SAS S.R.C.	5 347 065	60,09%
Flottant	3 550 963	39,91%
<b>Total</b>	<b>8 898 048</b>	<b>100,00%</b>

### *Gestion du capital et distribution de dividendes*

Aucune distribution de dividende sur l'exercice 2021.

### *Actions propres*

Conformément à l'approbation lors de l'Assemblée Générale du 23 avril 2018 du programme de rachat d'actions, COGELEC a procédé au rachat de 406 637 actions propres, pour un montant de 2 433 K€. Les actions propres acquises sont déduites des capitaux propres consolidés. Aucun profit ni perte résultant de l'achat, la vente ou l'annulation des actions n'affecte le compte de résultat.

- Nombre d'actions propres détenues au 31/12/2021 : 406 637 actions
- Valeur des actions propres détenues au 31/12/2021 : 2 432 555 €
- Nombre d'actions propres acquises sur l'année 2021 : 54 607 actions
- Valeur des actions propres acquises sur l'année 2021 : 438 598 €
- Nombre d'actions propres cédées sur l'année 2021 : 44 764 actions
- Valeur des actions propres cédées sur l'année 2021 : 375 040 €

## 6.7.10. Passifs financiers

### *Emprunts et dettes financières non courants / courants*

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts bancaires	14 200	7 501
Dettes sur crédits-bails	4 571	1 833
Dettes sur locations simples	1 836	1 308
<b>Emprunts et dettes financières non courants</b>	<b>20 607</b>	<b>10 642</b>
Emprunts bancaires	2 301	2 804
Intérêts courus non échus	3	4
Découverts bancaires	15	
Dettes sur crédits-bails	495	302
Dettes sur locations simples	1 020	832
<b>Emprunts et dettes financières courants</b>	<b>3 834</b>	<b>3 942</b>
<b>TOTAL</b>	<b>24 441</b>	<b>14 584</b>

Au cours de l'exercice 2021, la Société a souscrit un PGE d'un montant global de 9 M€ répartis sur 3 banques. Elle a fait le choix de bénéficier d'une année de différé supplémentaire par des avenants signés en février 2022, c'est pourquoi la dette est intégralement inscrite en non courante.

Par ailleurs, les travaux engagés dans le cadre de l'extension de l'usine basée à Mortagne-sur-Sèvre ont été refinancés par un organisme de crédit-bail. La mise en service de l'usine étant prévue pour le second trimestre 2022, la dette, qui s'élève à 3 233 K€ au 31 décembre 2021, est répartie sur la base de cette hypothèse.

Enfin, la Société a pris à bail un local à Paris pour en faire un show-room. La nouvelle dette associée est de 1 125 K€.

### Flux des emprunts et dettes financières non courants / courants

Valeurs brutes	Emprunts bancaires	Emprunts Oseo	Intérêts courus non échus	Découverts bancaires	Dettes sur crédits-bails	Dettes sur locations simples	Dettes financières diverses	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>7 720</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 442</b>	<b>1 884</b>	<b>0</b>	<b>12 076</b>
Nouveaux	4 995		4		0	1 103		6 102
Remboursements	-2 411	-30	0		-306	-831	0	-3 578
Variation de l'exercice				0				0
Ecart de change						-15		-15
Variation de périmètre	0	0	0					0
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>10 305</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>2 136</b>	<b>2 140</b>	<b>0</b>	<b>14 584</b>
Nouveaux	9 000		3		3 233	1 674		13 909
Remboursements	-2 804		-4		-302	-987	0	-4 098
Variation de l'exercice				15				15
Ecart de change						29		29
Variation de périmètre	0	0	0					0
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>16 501</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>15</b>	<b>5 066</b>	<b>2 856</b>	<b>0</b>	<b>24 441</b>

### Durée des emprunts restant à courir au 31 décembre 2021

En milliers d'€	Part à moins d'1 an	Part à plus d'1 an et moins de 2 ans	Part à plus de 2 ans et moins de 3 ans	Part à plus de 3 ans et moins de 4 ans	Part à plus de 4 ans et moins de 5 ans	Part à plus de 5 ans	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2021</b>							
Emprunts bancaires	2 301	3 604	4 120	3 209	2 508	759	16 501
Intérêts courus non échus	3						3
Découverts bancaires	15						15
Dettes sur crédit-bail	495	569	583	597	612	2 211	5 066
Dettes sur locations simples	1 020	780	437	260	209	149	2 856
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>3 834</b>	<b>4 953</b>	<b>5 140</b>	<b>4 066</b>	<b>3 328</b>	<b>3 120</b>	<b>24 441</b>
Dettes fournisseurs	5 412						5 412
Dettes fiscales et sociales	3 468						3 468
Autres dettes	1 964						1 964
Produits constatés d'avance	3 296	3 257	2 965	2 796	2 669	14 319	29 303
<b>Autres passifs</b>	<b>14 139</b>	<b>3 257</b>	<b>2 965</b>	<b>2 796</b>	<b>2 669</b>	<b>14 319</b>	<b>40 146</b>
<b>TOTAL</b>	<b>17 973</b>	<b>8 210</b>	<b>8 105</b>	<b>6 862</b>	<b>5 997</b>	<b>17 439</b>	<b>64 587</b>

## 6.7.11. Analyse de l'endettement financier net

### Evolution de l'endettement financier net

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Partie à long terme des dettes financières	20 607	10 642
Partie à court terme des dettes financières	3 818	3 942
Emprunts à moins d'un an et banques créditrices	15	
<b>Total dettes brutes</b>	<b>24 441</b>	<b>14 584</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>18 779</b>	<b>12 056</b>
<b>TOTAL ENDETTEMENT NET</b>	<b>5 662</b>	<b>2 528</b>

Le détail des dettes brutes est présenté au point 6.7.10.

### Financement du BFR

	31/12/2021		31/12/2020	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
Stocks	15 293		13 218	
Créances nettes clients	15 270		14 214	
Dettes nettes fournisseurs		5 412		4 287
Créances et dettes sociales & fiscales		2 064		3 115
Autres créances & dettes		27 332		23 019
<b>BFR</b>		<b>4 245</b>		<b>2 990</b>
<b>Financement du BFR</b>	<b>4 245</b>		<b>2 990</b>	
Fonds de roulement	-14 519		-9 067	
Trésorerie	18 779		12 056	
Concours bancaires courants	-15		0	

En 2020 et 2021, la société dégage des ressources en fonds de roulement de l'ordre de, respectivement, 3.0 M€ et 4.2 M€ qui s'expliquent essentiellement par le poids des prépayés.

En 2021, avec un fonds de roulement de 14.5 M€, la trésorerie s'élève à 18.8 M€.



## 6.7.12. Provision pour engagement de retraite

### *Evolution de l'engagement*

En milliers d'€	Engagements de retraite
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>606</b>
Dotations	145
Reprises	
Variation de périmètre	
Pertes et gains actuariels	44
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>794</b>
Impact changement méthode IAS 19	-28
<b>Au 31 décembre 2020 après changement méthode</b>	<b>766</b>
Dotations	8
Reprises	
Variation de périmètre	
Pertes et gains actuariels	-84
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>690</b>

La nouvelle position adoptée par l'IFRIC en juin 2021 constitue un changement de méthode. L'IFRIC considère que, à partir du moment où, d'une part, aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et, d'autre part, les droits plafonnent après un certain nombre d'années d'ancienneté, ce serait les dernières années de carrière du salarié dans l'entreprise qui lui confèrent les droits au moment du départ. Comme il s'agit d'une application rétrospective, COGELEC a recalculé ses engagements au 31 décembre 2020 qui s'élèvent à 766 K€ contre 794 K€ dans les comptes consolidés publiés au 31 décembre 2020.

### 6.7.13. Autres provisions

En milliers d'€	Provision SAV	Provision pour impôts	Provisions pour litiges	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>676</b>	<b>52</b>	<b>315</b>	<b>1 043</b>
Dotations	6	0	20	26
Reprises	-93	-39	0	-132
Variation de périmètre	0	0	0	0
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>589</b>	<b>13</b>	<b>335</b>	<b>937</b>
Dotations	48	0	1 059	1 107
Reprises	-21	-13	-180	-214
Variation de périmètre	0	0	0	0
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>616</b>	<b>0</b>	<b>1 214</b>	<b>1 830</b>

Suite à un contrôle fiscal, une provision pour impôts avait été constituée pour couvrir le montant du redressement au titre des exercices 2014 et 2015. La provision avait été réajustée au 31 décembre 2020 en fonction des paiements réalisés pour 39 K€. Etant prescrit, le solde de 13 K€ jamais appelé par les impôts a été soldé.

Les provisions pour litiges concernent des litiges prud'homaux et commerciaux.

Fin décembre 2021, COGELEC a dû résilier le marché confié à un contractant général pour la construction de l'extension de ses locaux, Cogelec ayant constaté l'arrêt de l'intervention de ses sous-traitants sur son site. En effet, cet arrêt de chantier faisait suite au non-paiement par le contractant général des travaux réalisés par les sous-traitants sur le site de Cogelec et qui n'étaient pas terminés à fin 2021. Compte tenu du contexte juridique complexe et de l'issue incertaine de cette affaire, le Groupe a constitué une provision pour risques de 1 059 K€ à fin 2021.

### 6.7.14. Actifs et Passifs éventuels

Aucun actif ou passif éventuel n'a été constaté par la société.

### 6.7.15. Dettes fournisseurs et autres dettes

#### *Ventilation par nature des dettes fournisseurs et autres dettes*

#### Dettes fournisseurs

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Dettes fournisseurs	5 232	3 873
Dettes d'immobilisations	180	414
<b>TOTAL</b>	<b>5 412</b>	<b>4 287</b>

#### Autres passifs non courants

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Dettes sociales et fiscales		
Avances et acomptes reçus		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance <sup>(1)</sup>	26 007	22 143
<b>TOTAL</b>	<b>26 007</b>	<b>22 143</b>

<sup>(1)</sup> dont

Passifs de contrats sur prépayés *	24 972	20 936
Passifs de contrats sur abonnements *	23	0
CIR et CII	987	1 171
Subventions d'investissement	25	36
	<b>26 007</b>	<b>22 143</b>

Pour le dénouement des PCA, voir note 6.11.2.

## Autres passifs courants

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Dettes sociales et fiscales	3 468	4 500
Avances et acomptes reçus		
Autres dettes	1 964	1 194
Produits constatés d'avance *	3 296	2 835
<b>TOTAL</b>	<b>8 727</b>	<b>8 530</b>
dont passifs de contrats sur prépayés	2 753	2 278
* dont reprise passifs de contrats prépayés	2 850	2 272
* dont nouveaux passifs de contrats prépayés	7 360	5 567

La baisse des dettes sociales & fiscales est liée d'une part, à la baisse des éléments exceptionnels de rémunération à la clôture (ruptures conventionnelles et primes notamment au 31 décembre 2020) et d'autre part, à la baisse de la TVA.

La progression des autres dettes est quant à elle justifiée par la hausse des BFA.

## 6.8. Compte de résultat

### 6.8.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend la vente des produits et des services. Il est évalué à la juste valeur de la contrepartie attendue, net de rabais, remises et ristournes éventuels et hors TVA et autres taxes.

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de matériels	37 830	28 995
Ventes de prestations de services	13 719	11 436
<b>TOTAL</b>	<b>51 549</b>	<b>40 431</b>

Les ventes de prestations de services intègrent 9 191 K€ de chiffres d'affaires abonnements dits « sans engagement ou avec engagement échu » en 2021 contre 6 967 K€ en 2020.

Sur l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires s'établit à 51,5 M€, en croissance de +27,5 % par rapport à 2020, toujours porté par le développement continu des ventes Intratone en France et par la forte dynamique commerciale en Europe. En France, l'activité enregistre une hausse de +25,5 % pour atteindre 45,2 M€. En Europe, cette hausse d'activité ressort à +43,6 % pour 6,3 M€. Le matériel a progressé de +30,5%, la marque Hexact ayant retrouvé son niveau d'avant crise sanitaire.

Les abonnements continuent de croître à 13,7 M€ (+20,0 %) et représentent 27 % du chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'année 2021. Le taux de résiliation reste quant à lui toujours très faible.

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
France	45 206	36 013
Export	6 342	4 417
<b>TOTAL</b>	<b>51 549</b>	<b>40 431</b>

Les ventes de matériels comprennent à la fois les ventes aux distributeurs (matériels seulement) et les composantes « ventes » de matériels (platines, etc.) des contrats d'offres globales de type Classique et Premium.

Ces ventes correspondent à des obligations de prestations comptabilisées à un moment précis correspondant à la date de livraison des matériels en question.

Les prestations de services comprennent de la maintenance et des services de gestion de sécurisation d'accès, lesquels inclus la mise à disposition d'une carte SIM, cela afin de donner accès aux services de gestion de contrôle d'accès (accès aux applications web développées en interne et mises à disposition des gestionnaires, formation de ces gestionnaires, assistance téléphonique, maintenance de ces applications, etc.).

Ces prestations de services constituent des obligations de prestations pluriannuelles comptabilisées à l'avancement, suivant les coûts engagés conformément à l'IFRS 15. Compte tenu de la structure et du rythme d'engagement des dépenses supportées pour assurer les prestations (dépenses stables d'un

exercice à l'autre), la méthode d'avancement retenue correspond au montant du prix de transaction proratisé sur la durée du contrat (revenus constatés de façon linéaire sur la durée du contrat). Par ailleurs, le prix de transaction n'étant soumis à aucune variabilité, le degré d'incertitude sur le montant du chiffre d'affaires total et donc sur l'avancement à la date de clôture, est nul.

### 6.8.2. Achats consommés

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Achats de matières premières	-19 359	-14 560
Variation de stocks de matières premières	2 852	1 631
Achats de carte SIM	-2 411	-2 020
Achats non stockés	-782	-619
Transports sur achats	-110	-59
Production immobilisée	526	453
Transferts de charges	7	0
<b>TOTAL</b>	<b>-19 278</b>	<b>-15 173</b>

Les achats non stockés comprennent essentiellement les prototypes et petit outillage du bureau d'études ainsi que le carburant.

### 6.8.3. Charges de personnel et effectif

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Salaires	-11 928	-11 875
Variation provision pour congés payés	-112	-114
Primes & commissions	-1 964	-399
Indemnités & avantages divers	-423	-370
Charges sociales	-5 044	-4 330
Participation des salariés		-147
Subventions et transferts de charges de personnel	336	255
Production immobilisée	1 075	949
<b>TOTAL</b>	<b>-18 060</b>	<b>-16 030</b>

#### *Effectif du groupe*

	31/12/2021	31/12/2020
Cadres	81	76
Employés <sup>1</sup>	183	165
Ouvriers	36	31
Apprentis	6	4
<b>TOTAL</b>	<b>306</b>	<b>275</b>

L'effectif présenté est un effectif moyen calculé selon le code de la Sécurité Sociale et ne comprend pas le cas échéant les intérimaires.

<sup>(1)</sup> Les sociétés IT GmbH, IT UK et IT BV emploient au 31 décembre 2021 respectivement 30, 16 et 15 salariés (soit un effectif moyen en 2021 respectivement de 32, 18 et 15 employés). Dans ces pays, il n'existe pas de catégories professionnelles comme présentées ci-dessus. Les salariés ont donc été intégrés aux employés pour un nombre de 66 au total.

#### 6.8.4. Charges externes

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	-2 564	-2 553
Publicité	-2 285	-2 558
Personnel intérimaire	-818	-578
Déplacements, missions et réceptions	-666	-346
Transport sur ventes	-640	-404
Locations	-325	-243
Autres postes	-1 680	-1 489
<b>TOTAL</b>	<b>-8 977</b>	<b>-8 170</b>

Les honoraires sont principalement constitués des prestations de direction technique et marketing HRC, des honoraires comptables, juridiques et de conseils (pour l'étude de brevets notamment et le calcul du CIR) et des honoraires liés aux marchés financiers. Les prestations H.R.C. s'élèvent à 736 K€ au 31 décembre 2021 contre 763 K€ au 31 décembre 2020 (voir note 6.10.2). Une partie de ces honoraires est compensée par de la production immobilisée pour 214 K€ au 31 décembre 2021 et 287 K€ au 31 décembre 2020.

Les frais de publicité sont constitués des dépenses de foires & expositions, des insertions dans la presse et de communication/marketing. Cette année, le Groupe a généré près de 400 K€ de dépenses de foires & expositions, les salons avaient été annulés l'année dernière en raison de la crise sanitaire. En revanche, le Groupe avait consacré 600 K€ à des opérations marketing exceptionnelles sur le 4ème trimestre 2020 (affiches sur les bus, écrans animés sur points de vente...).

Les frais d'intérimaires ont augmenté cette année en lien avec le confinement des mois de mars et avril 2020.

La hausse des frais de déplacements, missions et réceptions est directement liée au confinement strict auquel le Pays a été confronté sur l'exercice 2020 et aux restrictions sanitaires qui ont suivi.

Enfin, les postes transports sur ventes et entretiens & réparations ont augmenté conformément à la hausse de l'activité.



### 6.8.5. Détail des autres produits et charges opérationnels courants

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
QP subvention d'investissement reprise au résultat <sup>(1)</sup>	579	717
Autres produits	13	20
Autres charges <sup>(2)</sup>	-356	-44
<b>TOTAL</b>	<b>236</b>	<b>692</b>
<sup>(1)</sup> dont		
Reprise de subvention CIR et CII	568	706
Reprise de subvention sur crédit-bail immobilier	11	11
	<b>579</b>	<b>717</b>

<sup>(2)</sup> En 2021, 292 K€ de créances irrécouvrables compensées par des reprises de dépréciations du même montant.

### 6.8.6. Détail des autres produits et charges opérationnels

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Prix de vente des immobilisations cédées	69	32
VNC des éléments d'actifs cédés <sup>(1)</sup>	-1 595	-679
Reprises provisions exceptionnelles <sup>(2)</sup>	140	39
Dotations provisions exceptionnelles <sup>(3)</sup>	-1 059	
Autres produits non courants		20
Autres charges non courantes <sup>(4)</sup>	-2 459	-6
<b>TOTAL</b>	<b>-4 904</b>	<b>-594</b>

<sup>(1)</sup> En 2021, dont mise au rebut projet Kibolt et matériel lié pour 1 497 K€. En 2020, abandon des projets Platine à étiquettes Anti-Vandal et Kit Villa IP 2 fils.

<sup>(2)</sup> En 2021, reprise provision litige EOZ. En 2020, reprise provision pour impôt correspondant au paiement de l'exercice.

<sup>(3)</sup> En 2021, dotation provision litige concernant l'extension de l'usine.

<sup>(4)</sup> En 2021, dont indemnité payée dans le cadre du litige EOZ pour 240 K€, TVA perdue/DDP UK pour 94 K€ et impact Kibolt pour 2 121 K€.

### 6.8.7. Coût de l'endettement net

#### *Coût de l'endettement financier net*

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Revenus comptes à terme	22	20
<b>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b>	<b>22</b>	<b>20</b>
Intérêts des emprunts	-90	-99
Intérêts sur crédits-bails	-124	-71
Intérêts sur locations simples	-10	-6
Intérêts sur aide remboursable oseo innovation	0	0
Intérêts bancaires	-1	0
Intérêts des autres dettes	0	0
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>-224</b>	<b>-175</b>
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-203</b>	<b>-155</b>

Le coût de l'endettement financier net regroupe d'une part, les intérêts sur emprunts et autres dettes financières, et d'autre part, les revenus de placement.

#### *Autres produits et charges financiers*

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Gains de change	459	30
Revenus des créances commerciales	23	39
Revenus sur autres prêts	0	0
Autres produits financiers	1	2
<b>Autres produits financiers</b>	<b>484</b>	<b>72</b>
Pertes de change	-68	-269
<b>Autres charges financières</b>	<b>-68</b>	<b>-269</b>
<b>TOTAL</b>	<b>416</b>	<b>-196</b>

Les revenus des créances commerciales correspondent à la partie financement des loyers encaissés sur contrats de location.

## 6.9. Tableau des flux de trésorerie

Les options suivantes ont été retenues :

- Les intérêts et les dividendes versés sont classés en flux de trésorerie de financement car ils sont le coût d'obtention de ressources financières ou des retours sur investissements ;
- Les incidences des augmentations de pourcentage d'intérêts et des cessions sont classées dans les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement.

L'évolution de la capacité d'autofinancement traduit l'évolution de l'activité du Groupe.

Le BFR lié à l'activité présente un dégagement sur les exercices 2020 et 2021 notamment en raison des facturations d'avance sur les prépayés, lesquels sont constatés en passif de contrat quand la facturation n'est pas acquise. La variation des passifs de contrat sur prépayés figure dans les postes :

- « autres passifs non courants » pour 4 036 K€ en 2021 et 2 969 K€ en 2020
- et « autres passifs courants » pour 3 324 K€ en 2021 et 2 598 K€ en 2020.

Les notes ci-dessous détaillent certains éléments du tableau des flux de trésorerie.

### 6.9.1

Prix de cession	6.8.6	-69	-32
<b>Prix de cession corrigé</b>		<b>-69</b>	<b>-32</b>
Valeur nette comptable	6.8.6	1 599	679
<b>Valeur nette comptable corrigée</b>		<b>1 599</b>	<b>679</b>
<b>Plus et moins-values de cessions</b>		<b>1 531</b>	<b>646</b>

### 6.9.2

Charge d'impôt exigible		566	784
Charge d'impôt différé		177	15
Reclassement IS sur actions propres en capitaux propres		5	
<b>Charge d'impôt (y compris impôts différés)</b>		<b>747</b>	<b>799</b>

### 6.9.3

Créance/Dette d'impôt exigible à l'ouverture	6.10.1	66	-1 485
Charge d'impôt exigible		-566	-784
Créance/Dette d'impôt exigible à la clôture	6.10.1	-147	-66
<b>Impôts versés</b>		<b>-647</b>	<b>-2 335</b>

### 6.9.4

Variation stocks	6.7.6	-2 075	-2 706
Impact des écarts de change		26	9
<b>Variation stocks en BFR</b>		<b>-2 049</b>	<b>-2 697</b>

### 6.9.5

Variation créances clients	6.7.7	-594	-1 499
Impact des écarts de change		20	-13
<b>Variation créances clients en BFR</b>		<b>-573</b>	<b>-1 512</b>

### 6.9.6

Variation autres actifs courants (hors prêts et cautions)	6.7.7	-246	-693
Impact des écarts de change		12	-8
<b>Variation autres actifs courants en BFR</b>		<b>-234</b>	<b>-701</b>

<b>6.9.7</b>			
Variation autres passifs non courants	6.7.15	3 864	2 724
Impact des écarts de change			9
<b>Variation autres passifs non courants en BFR</b>		<b>3 864</b>	<b>2 733</b>
<b>6.9.8</b>			
Variation dettes fournisseurs	6.7.15	1 359	1 229
Impact des écarts de change		-20	98
- Impact des écarts de change sur réciprocity		11	-88
<b>Variation dettes fournisseurs en BFR</b>		<b>1 350</b>	<b>1 239</b>
<b>6.9.9</b>			
Reprises de subventions	6.8.5	579	717
Part des produits constatés d'avance repris au résultat	6.7.15	2 850	2 272
Variation des autres passifs courants	6.7.15	198	1 325
Impact des écarts de change		-38	6
<b>Autres passifs courants</b>		<b>3 588</b>	<b>4 320</b>
<b>6.9.10</b>			
Acquisitions d'immobilisations	6.7.1 et 6.7.2	-7 237	-5 619
- Nouveaux crédits-baîls	6.7.10	2 682	1 103
Variation des dettes d'immobilisations	6.7.15	-234	255
<b>Acquisitions d'immobilisations</b>		<b>-4 789</b>	<b>-4 261</b>
<b>6.9.11</b>			
Prix de cession	6.8.6	69	32
- Remboursements anticipés		-56	
<b>Cessions d'immobilisations</b>		<b>12</b>	<b>32</b>
<b>6.9.12</b>			
Autres actifs financiers à l'ouverture		454	264
Autres actifs financiers à la clôture	6.7.3	-550	-454
<b>Variation des actifs non courants</b>		<b>-96</b>	<b>-190</b>
Neutralisation des dépréciations			
VNC sur dépôts de garantie et cautions			
<b>Variation des prêts et avances consenties sur actifs non courants</b>		<b>-96</b>	<b>-190</b>
Autres actifs courants à l'ouverture (immobilisations financières)		4	38
Autres actifs courants à la clôture (immobilisations financières)	6.7.7	-7	-4
<b>Variation des actifs courants</b>		<b>-3</b>	<b>34</b>
Neutralisation des dépréciations			
VNC sur immobilisations financières			
<b>Variation des prêts et avances consenties sur actifs courants</b>		<b>-3</b>	<b>34</b>
<b>Variation des prêts et avances consenties</b>		<b>-99</b>	<b>-156</b>
<b>6.9.13</b>			
Nouveaux emprunts	6.7.10	13 909	6 102
- Nouveaux crédits-baîls	6.7.10	-2 682	-1 103
<b>Nouveaux emprunts</b>		<b>11 228</b>	<b>4 999</b>
<b>6.9.14</b>			
Remboursements des emprunts	6.7.10	-4 098	-3 578
- Remboursements anticipés		56	
<b>Remboursements d'emprunts</b>		<b>-4 041</b>	<b>-3 578</b>

## 6.10. Autres informations

### 6.10.1. Impôts

#### *Bilan Actif (en K€)*

	31/12/2021	31/12/2020
<b>ACTIF NON COURANT</b>		
Impôt différé		
Créance d'impôt exigible		
<b>ACTIF COURANT</b>		
Créance d'impôt exigible <sup>1</sup>	147	66
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>147</b>	<b>66</b>

<sup>1</sup> Créance d'impôt issue des comptes sociaux hors CIR et CII

#### *Bilan Passif (en K€)*

	31/12/2021	31/12/2020
<b>PASSIF NON COURANT</b>		
Impôt différé	343	145
Dettes d'impôt exigibles		
<b>PASSIF COURANT</b>		
Dettes d'impôt exigibles <sup>1</sup>		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>343</b>	<b>145</b>

<sup>1</sup> Dette d'impôt issue des comptes sociaux hors CIR et CII

#### *Dettes d'impôt nette (en K€)*

	Courant		Non courant	
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
Créance d'impôt exigible nette	147	66		
Dettes d'impôt exigibles nette	-	-		

### Analyse de la charge d'impôt (en K€)

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Résultat comptable avant impôt</b>	<b>-2 356</b>	<b>-2 917</b>
Charge d'impôt théorique	-608	-753
Impact des charges définitivement non déductibles nettes des produits définitivement non imposables	69	66
Impact des crédits d'impôt	-147	-185
Impact des déficits de l'exercice non activés	1 455	1 684
Impact des différences de taux d'imposition	14	70
Impact de la CVAE	131	226
Impact des écarts de change	9	-5
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>923</b>	<b>1 104</b>

La charge d'impôt du groupe en 2021 est de 923 K€ contre 1 104 K€ en 2020.

La norme IAS 12 préconise de retenir le dernier taux d'impôt voté pour le calcul des impôts différés. En France, le taux d'impôt va être évolutif dans le temps jusqu'en 2022. Le groupe a retenu le taux de 25% majoré de la contribution de 3.3%.

### 6.10.2. Parties liées

Les parties liées identifiées au 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020 sont les suivantes :

- La société SAS H.R.C., président de COGELEC, représentée par Roger LECLERC (lui-même président de H.R.C.).
- La société S.R.C., dont le président est la société H.R.C. représentée par Roger LECLERC (lui-même président de H.R.C.).

H.R.C. refacture des prestations de services à COGELEC dans les domaines suivants : politique générale, investissements, politique commerciale, marketing et financière, gestion de projets et création des offres.

La société COGELEC n'a rien distribué à la société S.R.C. sur les exercices 2020 et 2021.

L'impact des relations avec les parties liées sur les différents postes du bilan et du compte de résultat est le suivant :

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
<hr/>		
Autres passifs non courants		
<b>Total passif non courant</b>		
<hr/>		
Emprunts et dettes financières		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60	60
<b>Total passif courant</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
<hr/>		
	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Charges externes	-736	-763
Impôts et taxes		
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>-736</b>	<b>-763</b>
<hr/>		
Coût de l'endettement financier brut		
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>-736</b>	<b>-763</b>

### 6.10.3. Rémunérations des principaux dirigeants

Le Groupe a défini et limité la définition de principaux dirigeants aux dirigeants mandataires sociaux, à savoir au dirigeant principal, Roger Leclerc., Président Directeur Général de la SA COGELEC. Les rémunérations versées aux principaux dirigeants s'analysent de la façon suivante (en K€) :

En milliers d'€	31/12/2021	31/12/2020
Salaires	300	300
<b>REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS</b>	<b>300</b>	<b>300</b>

Le dirigeant ne perçoit pas :

- D'avantages à court terme
- D'avantage postérieur à l'emploi
- D'autres avantages à long terme
- D'indemnités de fin de contrat de travail
- De paiements fondés sur des actions



#### 6.10.4. Honoraires des commissaires aux comptes

	31/12/2021		31/12/2020	
	Commissaires aux comptes (ARC)	Réseau	Commissaires aux comptes (ARC)	Réseau
<b>Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés</b>				
• Émetteur	68		71	
• Filiales intégrées globalement				
<b>Sous-total</b>	68		71	
<b>Services autres que la certification des comptes</b>				
• Émetteur	6			
• Filiales intégrées globalement				
<b>Sous-total</b>	6		-	
<b>TOTAL des honoraires des commissaires aux comptes</b>	<b>74</b>	<b>-</b>	<b>71</b>	<b>-</b>

	<b>DELOITTE</b>			
	31/12/2021		31/12/2020	
	Commissaires aux comptes (Deloitte & Associés)	Réseau	Commissaires aux comptes (Deloitte & Associés)	Réseau
<b>Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés</b>				
• Émetteur	68		71	
• Filiales intégrées globalement				
<b>Sous-total</b>	68		71	
<b>Services autres que la certification des comptes</b>				
• Émetteur	5		22	
• Filiales intégrées globalement				
<b>Sous-total</b>	5		22	
<b>TOTAL des honoraires des commissaires aux comptes</b>	<b>74</b>		<b>93</b>	

	ADLER SHINE LLP			
	31/12/2021		31/12/2020	
	Commissaires aux comptes (Adler Shine LLP)	Réseau	Commissaires aux comptes (Adler Shine LLP)	Réseau
<b>Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés</b>				
• Émetteur				
• Filiales intégrées globalement	12		11	
<b>Sous-total</b>	12		11	
<b>Services autres que la certification des comptes</b>				
• Émetteur				
• Filiales intégrées globalement			2	
<b>Sous-total</b>	-		2	
<b>TOTAL des honoraires des commissaires aux comptes</b>	<b>12</b>		<b>13</b>	

Concernant les filiales étrangères, seule la société INTRATONE UK a nommé un commissaire aux comptes : le cabinet ADLER SHINE LLP.

### 6.10.5. Indicateurs opérationnels de performance

#### Marge brute

en milliers d'euros

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>51 549</b>	<b>40 431</b>
Autres produits de l'activité	5	5
Achats consommés	-19 278	-15 173
Variation de stocks de produits en-cours et produits finis	1 327	1 142
<b>MARGE BRUTE</b>	<b>33 604</b>	<b>26 404</b>
<i>En pourcentage de CA</i>	<i>65,2%</i>	<i>65,3%</i>

Les achats consommés sont détaillés au point 6.8.2.

#### EBITDA

en milliers d'euros

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-2 569</b>	<b>-2 566</b>
Dotations aux amortissements	4 157	3 955
Dépréciations des actifs nettes des reprises	-232	262
<b>EBITDA<sup>1</sup></b>	<b>1 356</b>	<b>1 651</b>
<i>En pourcentage de CA</i>	<i>2,6%</i>	<i>4,1%</i>

<sup>1</sup> EBITDA : L'EBITDA est défini par COGELEC comme le résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs nettes des reprises.

## 6.11. Risques portés par les instruments financiers

### 6.11.1. Analyse des covenants

La société n'a été soumise à aucun covenant dans le cadre de ses financements, pour les exercices 2021 et 2020.

### 6.11.2. Echancier des actifs et passifs financiers

2021

A C T I F (en K€)	Valeur au bilan	- 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	+ 5 ans
Autres actifs financiers	<b>550</b>						
Titres immobilisés (parts BPA)	200						200
Retenues garanties BPI	125		50	75			
Dépôt de garantie sur location immobilière	122						122
Dépôt de garantie local IT UK	55			55			
Dépôt de garantie local IT GMBH	22		22				
Dépôt de garantie IT BV	26					26	
Autres actifs non courants	<b>5 804</b>						
Créances clients	18						18
Créances clients sur contrats de location	3 349		1 362	1 045	702	238	0
Charges constatées d'avance	2 437		463	440	418	416	700
<b>Actifs financiers non courants</b>	<b>6 354</b>	<b>0</b>	<b>1 897</b>	<b>1 616</b>	<b>1 120</b>	<b>681</b>	<b>1 040</b>
Stocks et en-cours	<b>15 293</b>	15 293					
Créances clients et comptes rattachés	<b>11 904</b>						
Créances clients	10 270	10 270					
Créances clients sur contrats de location	1 634	1 634					
Autres actifs courants	<b>3 104</b>						
Prêts au personnel	2	2					
Dépôt de garantie local IT BV	5	5					
Dépôts de garantie IT UK	0	0					
Avances et acomptes versés	92	92					
Créances sociales	66	66					
Créances fiscales	1 533	1 533					
Autres créances d'exploitation	510	510					
Charges constatées d'avance	895	895					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>18 779</b>	18 779					
<b>Actifs financiers courants</b>	<b>49 079</b>	<b>49 079</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL ACTIF FINANCIER</b>	<b>55 433</b>	<b>49 079</b>	<b>1 897</b>	<b>1 616</b>	<b>1 120</b>	<b>681</b>	<b>1 040</b>

<b>PASSIF (en K€)</b>	<b>Valeur au bilan</b>	<b>- 1 an</b>	<b>à 2 ans</b>	<b>à 3 ans</b>	<b>à 4 ans</b>	<b>à 5 ans</b>	<b>+ 5 ans</b>
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>20 607</b>						
Emprunts bancaires	14 200		3 604	4 120	3 209	2 508	759
Aide remboursable OSEO Innovation	0		0	0	0	0	0
Dettes sur crédit-bail	4 571		569	583	597	612	2 211
Dettes sur locations simples	1 836		780	437	260	209	149
<b>Autres passifs non courants</b>	<b>26 007</b>						
PCA sur contrats prépayés	24 995		2 758	2 715	2 670	2 593	14 258
CIR et CII	987		488	245	123	73	59
OSEO - subventions d'investissement	25		11	6	3	3	2
<b>Passifs financiers non courants</b>	<b>46 614</b>	<b>0</b>	<b>8 210</b>	<b>8 105</b>	<b>6 862</b>	<b>5 997</b>	<b>17 439</b>
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>3 834</b>						
Emprunts bancaires	2 301	2 301					
Intérêts courus non échus	3	3					
Découverts bancaires	15	15					
Dettes sur crédits-bails	495	495					
Dettes sur locations simples	1 020	1 020					
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>5 412</b>	<b>5 412</b>					
<b>Autres passifs courants</b>	<b>8 727</b>						
Dettes sociales et fiscales	3 468	3 468					
Autres dettes	1 964	1 964					
Produits constatés d'avance	3 296	3 296					
<b>Passifs financiers courants</b>	<b>17 973</b>	<b>17 973</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL PASSIF FINANCIER</b>	<b>64 587</b>	<b>17 973</b>	<b>8 210</b>	<b>8 105</b>	<b>6 862</b>	<b>5 997</b>	<b>17 439</b>

2020

A C T I F (en K€)	Valeur au bilan	- 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	+ 5 ans
<b>Autres actifs financiers</b>	<b>454</b>						
Titres immobilisés (parts BPA)	200						200
Retenues garanties BPI	125			50	75		
Dépôt de garantie sur location immobilière	22						22
Dépôt de garantie local IT UK	55				55		
Dépôt de garantie local IT GMBH	22				22		
Dépôt de garantie IT BV	28		5				23
Prêts au personnel	2		2				
<b>Autres actifs non courants</b>	<b>4 663</b>						
Créances clients	76						76
Créances clients sur contrats de location	2 828		1 154	881	565	222	6
Charges constatées d'avance	1 759		317	312	303	286	542
<b>Actifs financiers non courants</b>	<b>5 116</b>	<b>0</b>	<b>1 477</b>	<b>1 243</b>	<b>1 019</b>	<b>508</b>	<b>869</b>
Stocks et en-cours	13 218	13 218					
<b>Créances clients et comptes rattachés</b>	<b>11 310</b>						
Créances clients	9 881	9 881					
Créances clients sur contrats de location	1 428	1 428					
<b>Autres actifs courants</b>	<b>2 855</b>						
Prêts au personnel	3	3					
Dépôts de garantie IT UK	1	1					
Avances et acomptes versés	24	24					
Créances sociales	44	44					
Créances fiscales	1 413	1 413					
Autres créances d'exploitation	534	534					
Charges constatées d'avance	836	836					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 056	12 056					
<b>Actifs financiers courants</b>	<b>39 439</b>	<b>39 439</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL ACTIF FINANCIER</b>	<b>44 556</b>	<b>39 439</b>	<b>1 477</b>	<b>1 243</b>	<b>1 019</b>	<b>508</b>	<b>869</b>

<b>PASSIF (en K€)</b>	<b>Valeur au bilan</b>	<b>- 1 an</b>	<b>à 2 ans</b>	<b>à 3 ans</b>	<b>à 4 ans</b>	<b>à 5 ans</b>	<b>+ 5 ans</b>
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>10 642</b>						
Emprunts bancaires	7 501		2 301	2 120	1 882	956	241
Dettes sur crédit-bail	1 833		312	321	331	340	530
Dettes sur locations simples	1 308		671	416	160	53	9
<b>Autres passifs non courants</b>	<b>22 143</b>						
PCA sur contrats prépayés	20 936		2 255	2 216	2 180	2 138	12 147
CIR et CII	1 171		446	436	191	76	22
OSEO - subventions d'investissement	36		11	11	6	3	6
<b>Passifs financiers non courants</b>	<b>32 785</b>	<b>0</b>	<b>5 995</b>	<b>5 520</b>	<b>4 750</b>	<b>3 566</b>	<b>12 955</b>
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>3 942</b>						
Emprunts bancaires	2 804	2 804					
Intérêts courus non échus	4	4					
Dettes sur crédits-bails	302	302					
Dettes sur locations simples	832	832					
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>4 287</b>	<b>4 287</b>					
<b>Autres passifs courants</b>	<b>8 530</b>						
Dettes sociales et fiscales	4 500	4 500					
Autres dettes	1 194	1 194					
Produits constatés d'avance	2 835	2 835					
<b>Passifs financiers courants</b>	<b>16 759</b>	<b>16 759</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL PASSIF FINANCIER</b>	<b>49 544</b>	<b>16 759</b>	<b>5 995</b>	<b>5 520</b>	<b>4 750</b>	<b>3 566</b>	<b>12 955</b>

### 6.11.3. Juste valeur des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs du Groupe sont évalués de la manière suivante pour chaque année en fonction des catégories d'évaluation définies par IFRS 9 :

en K€	31/12/2021	Valeur - état de situation financière selon IFRS 9		
Rubriques au Bilan	Valeur Etat de situation financière	Juste-valeur par le compte de résultat	Juste-valeur par les capitaux propres	Coût amorti
Actifs financiers non courants	550		550	
Clients et comptes rattachés	15 270			15 270
Autres créances	5 541			5 541
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 779	18 779		
<b>Total des rubriques relevant d'un poste d'actif</b>	<b>40 140</b>	<b>18 779</b>	<b>550</b>	<b>20 812</b>
Dettes financières courantes	3 834			3 834
Dettes financières non courantes	20 607			20 607
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 412			5 412
Autre dettes	34 735			34 735
<b>Total des rubriques relevant d'un poste de passif</b>	<b>64 587</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>64 587</b>

en K€	31/12/2020	Valeur - état de situation financière selon IFRS 9		
Rubriques au Bilan	Valeur Etat de situation financière	Juste-valeur par le compte de résultat	Juste-valeur par les capitaux propres	Coût amorti
Actifs financiers non courants	454		454	
Clients et comptes rattachés	14 214			14 214
Autres créances	4 614			4 614
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 056	12 056		
<b>Total des rubriques relevant d'un poste d'actif</b>	<b>31 338</b>	<b>12 056</b>	<b>454</b>	<b>18 828</b>
Dettes financières courantes	3 942			3 942
Dettes financières non courantes	10 642			10 642
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 287			4 287
Autre dettes	30 673			30 673
<b>Total des rubriques relevant d'un poste de passif</b>	<b>49 544</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>49 544</b>



#### 6.11.4. Engagements hors bilan par échéance

##### *Engagements financiers au 31 décembre 2021*

En milliers d'€	TOTAL	2022	2023	2024	2025	2026	Au-delà
<u>Engagements donnés</u>							
Suretés réelles	35	35	0				
Commandes d'immobilisations	204	204					
Travaux relatifs à l'extension	517	517					
Engagement de fourniture <sup>(1)</sup>	2 955	943	713	555	438	274	33
Intérêts des emprunts	491	87	145	107	77	57	19
Intérêts sur crédit-bail	521	93	94	80	66	51	137
Intérêts sur locations simples	39	16	10	6	4	2	1
<b>Total engagements donnés</b>	<b>4 763</b>	<b>1 896</b>	<b>962</b>	<b>748</b>	<b>584</b>	<b>384</b>	<b>189</b>

<u>Engagements reçus</u>							
Plafond découverts autorisés	1 250	1 250					
Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune Diamo	50						50
Commandes d'immobilisations	1 354	1 354					
Travaux relatifs à l'extension	3 750	3 750					
Engagement d'achat <sup>(1)</sup>	2 955	943	713	555	438	274	33
Intérêts des emprunts	491	87	145	107	77	57	19
Intérêts sur crédit-bail	521	93	94	80	66	51	137
Intérêts sur locations simples	39	16	10	6	4	2	1
<b>Total engagements reçus</b>	<b>10 411</b>	<b>7 494</b>	<b>962</b>	<b>748</b>	<b>584</b>	<b>384</b>	<b>239</b>

La baisse des engagements d'achat et de fourniture s'explique par :

- Au fur & à mesure que les contrats avec engagement arrivent à terme, ils sont reconduits en contrats sans engagement (le taux de résiliation est très faible) et ne sont donc plus repris en engagements hors bilan.
- De même, les nouveaux contrats conclus n'ont plus de période d'engagement ferme et ne sont donc pas repris en engagements hors bilan.

Concernant ces contrats sans engagement en cours au 31 décembre 2021, le Groupe prévoit un chiffre d'affaires de 11 090 K€ pour l'année 2022.

### Engagements financiers au 31 décembre 2020

En milliers d'€	TOTAL	2021	2022	2023	2024	2025	Au-delà
<u>Engagements donnés</u>							
Suretés réelles	312	277	35				
Commandes d'immobilisations	446	446					
Travaux relatifs à l'extension	2 500	2 500					
Engagement de fourniture <sup>(1)</sup>	3 810	1 397	794	585	444	337	254
Intérêts des emprunts	209	87	64	39	16	3	0
Intérêts sur crédit-bail	232	62	53	43	34	24	17
Intérêts sur locations simples	15	8	4	2	1	0	0
<b>Total engagements donnés</b>	<b>7 524</b>	<b>4 775</b>	<b>949</b>	<b>669</b>	<b>494</b>	<b>364</b>	<b>272</b>
<u>Engagements reçus</u>							
Plafond découverts autorisés	1 450	1 450					
Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune Diamo	50						50
Commandes d'immobilisations	1 353	1 353					
Travaux relatifs à l'extension	3 500	3 500					
Engagement d'achat <sup>(1)</sup>	3 810	1 397	794	585	444	337	254
Intérêts des emprunts	209	87	64	39	16	3	0
Intérêts sur crédit-bail	232	62	53	43	34	24	17
Intérêts sur locations simples	15	8	4	2	1	0	0
<b>Total engagements reçus</b>	<b>10 619</b>	<b>7 856</b>	<b>914</b>	<b>669</b>	<b>494</b>	<b>364</b>	<b>322</b>

(1) Engagements sur les contrats de location

Les prêts accordés par OSEO BDPME pour une enveloppe globale de 2.5 M€, bénéficient de gages espèces à hauteur de 125 K€ au 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020.

#### 6.11.5. Secteurs opérationnels

La ventilation du chiffre d'affaires entre l'activité ventes de matériels et prestations de services et la répartition du chiffre d'affaires entre la France et l'Export est présenté au point 6.8.1.

Les actifs présents à l'étranger ne sont pas significatifs.

Sur les exercices 2020 et 2021, aucun client ne représente plus de 10% du CA.